Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 20 del 26 gennaio 1999 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Martedì, 26 gennaio 1999 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI VIA ARENULA 70 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO LIBRERIA DELLO STATO PIAZZA G. VERDI 10 00100 ROMA CENTRALINO 85081

N. 21/L

LEGGE 15 dicembre 1998, n. **498.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo ai fini dell'applicazione della convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982, relativo alla conservazione ed alla gestione degli stock di pesci, con due annessi, fatto a New York il 4 dicembre 1995.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 15 dicembre 1998, n. **498.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo ai fini dell'applicazione della convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982, relativo alla conservazione ed alla gestione degli stock di pesci, con due annessi, fatto a New York il 4 dicembre 1995.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo ai fini dell'applicazione della convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982, relativo alla conservazione ed alla gestione degli stock di pesci, con due annessi, fatto a New York il 4 dicembre 1995.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 40 dello stesso accordo.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 15 dicembre 1998

SCÀLFARO

D'ALEMA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* DILIBERTO

ACCORD AUX FINS DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER DU 10 DÉCEMBRE 1982 RELATIVES À LA CONSERVATION ET À LA GESTION DES STOCKS DE POISSONS DONT LES DÉPLACEMENTS S'EFFECTUENT TANT À L'INTÉRIEUR QU'AU-DELÀ DE ZONES ÉCONOMIQUES EXCLUSIVES (STOCKS CHEVAUCHANTS) ET DES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS

Les États parties au présent Accord,

Rappelant les dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982,

Résolus à assurer la conservation à long terme et l'exploitation durable des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs,

Résolus à améliorer la coopération entre les États à cette fin,

Lançant un appel aux États du pavillon, aux États du port et aux États côtiers pour qu'ils fassent respecter plus efficacement les mesures de conservation et de gestion adoptées pour ces stocks,

Désireux d'apporter une solution en particulier aux problèmes identifiés dans la section C du chapitre 17 d'Action 21, adoptée par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, entre autres le fait que la gestion des pêcheries en haute mer est inadéquate dans de nombreuses zones, et que certaines ressources sont surexploitées, et notant les problèmes suivants : pêche non réglementée, suréquipement, taille excessive des flottes, pratique du changement de pavillon pour échapper aux contrôles, engins de pêche insuffisamment sélectifs, manque de fiabilité des bases de données et insuffisance de la coopération entre les États,

S'engageant à pratiquer une pêche responsable,

Conscients de la nécessité d'éviter de causer des dommages au milieu marin, de préserver la diversité biologique, de maintenir l'intégrité des écosystèmes marins et de réduire au minimum le risque d'effets à long terme ou irréversibles des opérations de pêche,

Reconnaissant la nécessité de fournir aux États en développement une assistance spéciale, notamment financière, scientifique et technique, pour leur permettre de concourir efficacement à la conservation, à la gestion et à l'exploitation durable des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs,

Convaincus que le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs et de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales est de conclure un accord aux fins de l'application des dispositions pertinentes de la Convention,

Affirmant que les questions qui ne sont pas réglées dans la Convention ou dans le présent Accord continuent d'être régies par les règles et principes du droit international général,

Sont convenus de ce qui suit :

PARTIE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Emploi des termes et champ d'application

1. Aux fins du présent Accord :

a) On entend par "Convention" la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982;

b) On entend par "mesures de conservation et de gestion" les mesures visant à conserver et à gérer une ou plusieurs espèces de ressources biologiques marines qui sont adoptées et appliquées de manière compatible avec les règles pertinentes du droit international telles qu'elles ressortent de la Convention et du présent Accord;

c) Le terme "poisson" englobe les mollusques et les crustacés à l'exception de ceux qui appartiennent aux espèces sédentaires telles qu'elles sont définies à l'article 77 de la Convention; et

d) On entend par "arrangement" un mécanisme de coopération créé conformément à la Convention et au présent Accord par deux ou plusieurs États afin notamment d'instituer dans une sous-région ou région des mesures pour la conservation et la gestion d'un ou plusieurs stocks de poissons chevauchants ou stocks de poissons grands migrateurs.

2. a) On entend par "États parties" les États qui ont consenti à être liés par le présent Accord et à l'égard desquels celui-ci est en vigueur;

b) Le présent Accord s'applique <u>mutatis mutandis</u> :

i) À toute entité visée à l'article 305, paragraphe 1, lettres c), d) et e) de la Convention; et

ii) Sous réserve de l'article 47, à toute entité appelée "organisation internationale" à l'article premier de l'annexe IX de la Convention

qui devient partie au présent Accord et, dans cette mesure, l'expression "États parties" s'entend de ces entités.

3. Le présent Accord s'applique <u>mutatis mutandis</u> aux autres entités de pêche dont les navires se livrent à la pêche en haute mer.

Article 2

Objectif

Le présent Accord a pour objectif d'assurer la conservation à long terme et l'exploitation durable des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs grâce à l'application effective des dispositions pertinentes de la Convention.

Article 3

Application

1. Sauf disposition contraire, le présent Accord s'applique à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs dans les zones qui ne relèvent pas de la juridiction nationale, si ce n'est que les articles 6 et 7 s'appliquent également à la conservation et à la gestion de ces stocks dans les zones relevant de la juridiction nationale, sans préjudice des différents régimes juridiques applicables en vertu de la Convention dans les zones relevant de la juridiction nationale et dans les zones au-delà de la juridiction nationale.

2. Dans l'exercice de ses droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation, de la conservation et de la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs dans les zones relevant de sa juridiction nationale, l'État côtier applique <u>mutatis mutandis</u> les principes généraux énoncés à l'article 5.

3. Les États tiennent dûment compte de la capacité des États en développement d'appliquer les articles 5, 6 et 7 dans les zones relevant de leur juridiction nationale et de leurs besoins d'assistance comme prévu dans le présent Accord. À cette fin, la partie VII s'applique <u>mutatis mutandis</u> aux zones relevant de la juridiction nationale.

Article 4

Relation entre le présent Accord et la Convention

Aucune disposition du présent Accord ne porte atteinte aux droits, à la juridiction et aux obligations des États en vertu de la Convention. Le présent Accord est interprété et appliqué dans le contexte de la Convention et d'une manière compatible avec celle-ci.

PARTIE II

CONSERVATION ET GESTION DES STOCKS DE POISSONS CHEVAUCHANTS ET DES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS

Article 5

Principes généraux

En vue d'assurer la conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs, les États côtiers et les États qui se livrent à la pêche en haute mer, en exécution de l'obligation de coopérer que leur impose la Convention :

a) Adoptent des mesures pour assurer la durabilité à long terme des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs et en favoriser l'exploitation optimale;

b) Veillent à ce que ces mesures soient fondées sur les données scientifiques les plus fiables dont ils disposent et soient de nature à maintenir ou à rétablir les stocks à des niveaux qui assurent le rendement constant maximum, eu égard aux facteurs économiques et écologiques pertinents, y compris les besoins particuliers des États en développement, et compte tenu des méthodes en matière de pêche, de l'interdépendance des stocks et de toutes normes minimales internationales

généralement recommandées aux plans sous-régional, régional ou mondial;

c) Appliquent l'approche de précaution conformément à l'article 6;

d) Évaluent l'impact de la pêche, des autres activités humaines et des facteurs écologiques sur les stocks visés ainsi que sur les espèces qui appartiennent au même écosystème que les stocks visés ou qui leur sont associés ou en dépendent;

e) Adoptent, le cas échéant, des mesures de conservation et de gestion à l'égard des espèces qui appartiennent au même écosystème que les stocks visés ou qui leur sont associés ou en dépendent, en vue de maintenir ou de rétablir les stocks de ces espèces à un niveau tel que leur reproduction ne risque pas d'être sérieusement compromise;

f) Réduisent au minimum la pollution, les déchets, les rejets, les captures par des engins perdus ou abandonnés, les captures d'espèces de poissons et autres non visées (ci-après dénommées espèces non visées) et l'impact sur les espèces associées ou dépendantes, en particulier les espèces menacées d'extinction, grâce à des mesures incluant, pour autant que possible, la mise au point et l'utilisation d'engins et de techniques de pêche sélectifs, sans danger pour l'environnement et d'un bon rapport coût-efficacité;

g) Protègent la diversité biologique dans le milieu marin;

h) Prennent des mesures en vue d'empêcher ou de faire cesser la surexploitation et la surcapacité et de faire en sorte que l'effort de pêche n'atteigne pas un niveau incompatible avec l'exploitation durable des ressources halieutiques;

i) Prennent en compte les intérêts des pêcheurs qui se livrent à la pêche artisanale et à la pêche de subsistance;

j) Recueillent et mettent en commun en temps opportun des données complètes et exactes sur les activités de pêche, notamment sur la position des navires, les captures d'espèces visées et d'espèces non visées et l'effort de pêche, comme prévu à l'annexe I, ainsi que les informations provenant des programmes de recherche nationaux et internationaux;

k) Encouragent et pratiquent la recherche scientifique et mettent au point des techniques appropriées à l'appui de la conservation et de la gestion des pêcheries; et

l) Appliquent et veillent à faire respecter des mesures de conservation et de gestion grâce à des systèmes efficaces d'observation, de contrôle et de surveillance.

Article 6

Application de l'approche de précaution

1. Les États appliquent largement l'approche de précaution à la conservation, à la gestion et à l'exploitation des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs afin de protéger les ressources biologiques marines et de préserver le milieu marin.

2. Les États prennent d'autant de précautions que les données sont incertaines, peu fiables ou inadéquates. Le manque de données scientifiques adéquates ne saurait être invoqué pour ne pas prendre de mesures de conservation et de gestion ou pour en différer l'adoption.

3. Pour mettre en oeuvre l'approche de précaution, les États :

a) Améliorent la prise de décisions en matière de conservation et de gestion des ressources halieutiques en se procurant et en mettant en commun les informations scientifiques les plus fiables disponibles et en appliquant des techniques perfectionnées pour faire face aux risques et à l'incertitude;

b) Appliquent les directives énoncées à l'annexe II et déterminent, sur la base des informations scientifiques les plus fiables dont ils disposent, des points de référence pour chaque stock, ainsi que les mesures à prendre si ceux-ci sont dépassés;

c) Tiennent compte notamment des incertitudes concernant l'importance numérique des stocks et le rythme de reproduction, des points de référence, de l'état des stocks par rapport à ces points, de l'étendue et de la répartition de la mortalité due à la pêche et de l'impact des activités de pêche sur les espèces non visées et les espèces associées ou dépendantes, ainsi que des conditions océaniques, écologiques et socio-économiques existantes et prévues; et

d) Mettent au point des programmes de collecte de données et de recherche afin d'évaluer l'impact de la pêche sur les espèces non visées et les espèces associées ou dépendantes et sur leur environnement, et adoptent les plans nécessaires pour assurer la conservation de ces espèces et protéger les habitats particulièrement menacés.

4. Lorsque les points de référence sont prêts d'être atteints, les États prennent des mesures pour qu'ils ne soient pas dépassés. Si ces points sont dépassés, les États prennent immédiatement, pour reconstituer les stocks, les mesures de conservation et de gestion supplémentaires visées au paragraphe 3 b).

5. Lorsque l'état des stocks visés ou des espèces non visées ou des espèces associées ou dépendantes devient préoccupant, les États renforcent la surveillance qu'ils exercent sur ces stocks et espèces afin d'évaluer leur état et l'efficacité des mesures de conservation et de gestion. Ils révisent régulièrement celles-ci en fonction des nouvelles données.

6. Pour les nouvelles pêcheries ou les pêcheries exploratoires, les États adoptent, dès que possible, des mesures prudentes de conservation et de gestion, consistant notamment à limiter le volume des captures et l'effort de

pêche. Ces mesures restent en vigueur jusqu'à ce que suffisamment de données aient été réunies pour évaluer l'impact de la pêche sur la durabilité à long terme des stocks; des mesures de conservation et de gestion fondées sur cette évaluation sont alors adoptées. Le cas échéant, ces dernières mesures permettent le développement progressif des pêcheries.

7. Si un phénomène naturel a des effets néfastes notables sur l'état de stocks de poissons chevauchants ou de stocks de poissons grands migrateurs, les États adoptent d'urgence des mesures de conservation et de gestion pour que l'activité de pêche n'aggrave pas ces effets néfastes. Ils adoptent également d'urgence de telles mesures lorsque l'activité de pêche menace sérieusement la durabilité de ces stocks. Les mesures d'urgence sont de caractère temporaire et sont fondées sur les données scientifiques les plus fiables dont ces États disposent.

Article 7

Compatibilité des mesures de conservation et de gestion

1. Sans préjudice des droits souverains que la Convention reconnaît aux États côtiers aux fins de l'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources biologiques marines dans les zones relevant de leur juridiction nationale, et sans préjudice du droit qu'ont tous les États de permettre à leurs ressortissants de se livrer à la pêche en haute mer conformément à la Convention :

a) S'agissant des stocks de poissons chevauchants, les États côtiers concernés et les États dont des ressortissants exploitent ces stocks dans un secteur adjacent de la haute mer s'efforcent, soit directement soit par l'intermédiaire des mécanismes de coopération appropriés prévus dans la partie III, de s'entendre sur les mesures nécessaires à la conservation de ces stocks dans le secteur adjacent de la haute mer;

b) S'agissant des stocks de poissons grands migrateurs, les États côtiers concernés et les autres États dont des ressortissants exploitent ces stocks dans la région coopèrent, soit directement soit par l'intermédiaire des mécanismes de coopération appropriés prévus dans la partie III, afin d'assurer la conservation et de favoriser l'exploitation optimale de ces stocks dans l'ensemble de la région, aussi bien dans les zones relevant de la juridiction nationale qu'au-delà de celles-ci.

2. Les mesures de conservation et de gestion instituées pour la haute mer et celles adoptées pour les zones relevant de la juridiction nationale doivent être compatibles afin d'assurer la conservation et la gestion de l'ensemble des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs. À cette fin, les États côtiers et les États qui se livrent à la pêche en haute mer ont l'obligation de coopérer en vue de parvenir à des mesures compatibles en ce qui concerne ces stocks. Pour arrêter des mesures de conservation et de gestion compatibles, les États :

a) Tiennent compte des mesures de conservation et de gestion adoptées et appliquées, conformément à l'article 61 de la Convention, par les États côtiers pour les mêmes stocks dans les zones relevant de leur juridiction nationale et veillent à ce que les mesures instituées en haute mer pour ces stocks ne nuisent pas à leur efficacité;

b) Tiennent compte des mesures préalablement arrêtées d'un commun accord et appliquées pour la haute mer, conformément à la Convention, par les États côtiers concernés et les États qui se livrent à la pêche en haute mer en ce qui concerne les mêmes stocks;

c) Tiennent compte des mesures préalablement arrêtées d'un commun accord et appliquées conformément à la Convention par une organisation ou un arrangement sous-régional ou régional de gestion des pêcheries en ce qui concerne les mêmes stocks;

d) Tiennent compte de l'unité biologique et des autres caractéristiques biologiques des stocks et des rapports entre la répartition des stocks, les pêcheries et les particularités géographiques de la région concernée, y compris de l'importance quantitative de ces stocks et de leur degré d'exploitation dans les zones relevant de la juridiction nationale;

e) Tiennent compte de la mesure dans laquelle les États côtiers et les États qui se livrent à la pêche en haute mer sont tributaires des stocks concernés; et

f) Veillent à ce que ces mesures n'aient pas d'effets nuisibles sur l'ensemble des ressources biologiques marines.

3. Pour s'acquitter de l'obligation de coopérer qui leur incombe, les États font tout leur possible pour s'entendre dans un délai raisonnable sur des mesures de conservation et de gestion compatibles.

4. Si les États intéressés ne peuvent s'entendre dans un délai raisonnable, l'un quelconque d'entre eux peut invoquer les procédures de règlement des différends prévues dans la partie VIII.

5. En attendant qu'un accord soit réalisé sur des mesures de conservation et de gestion compatibles, les États concernés, dans un esprit de conciliation et de coopération, font tout leur possible pour convenir d'arrangements provisoires d'ordre pratique. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur de tels arrangements, l'un quelconque d'entre eux peut, en vue d'obtenir des mesures conservatoires, soumettre le différend à une cour ou un tribunal, conformément aux procédures de règlement des différends prévues dans la partie VIII.

6. Les arrangements provisoires convenus ou les mesures conservatoires prescrites conformément au paragraphe 5 doivent être compatibles avec les dispositions de la présente partie et tenir dûment compte des droits et obligations de tous les États concernés; ils ne doivent pas compromettre ni entraver

la conclusion d'un accord définitif sur des mesures de conservation et de gestion compatibles et sont sans préjudice du résultat final des procédures de règlement des différends qui ont pu être engagées.

7. Les États côtiers informent régulièrement, soit directement soit par l'intermédiaire des organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux compétents ou par d'autres moyens appropriés, les États qui se livrent à la pêche en haute mer dans la région ou la sous-région des mesures qu'ils ont adoptées concernant les stocks de poissons chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs dans les zones relevant de leur juridiction nationale.

8. Les États qui se livrent à la pêche en haute mer informent régulièrement, soit directement soit par l'intermédiaire des organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux compétents ou par d'autres moyens appropriés, les autres États intéressés des mesures qu'ils ont adoptées pour réglementer les activités des navires battant leur pavillon qui exploitent ces stocks en haute mer.

PARTIE III

MÉCANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE CONCERNANT LES STOCKS DE POISSONS CHEVAUCHANTS ET LES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS

Article 8

Coopération en matière de conservation et de gestion

1. Les États côtiers et les États qui se livrent à la pêche en haute mer, agissant conformément à la Convention, coopèrent en ce qui concerne les stocks de poissons chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs, soit directement soit

par l'intermédiaire des organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux compétents, en tenant compte des caractéristiques particulières de la région ou sous-région, afin d'assurer efficacement la conservation et la gestion de ces stocks.

2. Les États engagent des consultations de bonne foi et sans retard, notamment lorsqu'il y a lieu de penser que les stocks de poissons chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs concernés sont menacés de surexploitation ou lorsqu'une nouvelle pêcherie visant ces stocks est aménagée. À cette fin, des consultations peuvent être engagées à la demande de tout État intéressé en vue de l'institution d'arrangements appropriés pour assurer la conservation et la gestion des stocks. En attendant de convenir de ces arrangements, les États appliquent les dispositions du présent Accord et agissent de bonne foi et en tenant dûment compte des droits, intérêts et obligations des autres États.

3. Lorsqu'une organisation ou un arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional a compétence pour instituer des mesures de conservation et de gestion concernant certains stocks de poissons chevauchants ou stocks de poissons grands migrateurs, les États qui exploitent ces stocks en haute mer et les États côtiers intéressés s'acquittent de leur obligation de coopérer en devenant membres de ladite organisation – ou participants audit arrangement – ou en acceptant d'appliquer les mesures de conservation et de gestion instituées par l'organisation ou arrangement. Les États qui ont un intérêt réel dans les pêcheries concernées peuvent devenir membres de l'organisation ou participants à l'arrangement. Les dispositions régissant l'admission à l'organisation ou arrangement n'empêchent par ces États d'en devenir membres ou participants; elles ne sont pas non plus appliquées d'une manière discriminatoire à l'encontre de tout État ou groupe d'États ayant un intérêt réel dans les pêcheries concernées

4 Seuls les États qui sont membres d'une telle organisation ou participants à un tel arrangement, ou qui acceptent

d'appliquer les mesures de conservation et de gestion instituées par l'organisation ou arrangement, ont accès aux ressources halieutiques auxquelles s'appliquent ces mesures.

5. En l'absence d'organisation ou arrangement de gestion des pêcheries régional ou sous-régional pouvant instituer des mesures de conservation et de gestion d'un stock de poissons chevauchants ou d'un stock de poissons grands migrateurs déterminé, les États côtiers intéressés et les États qui exploitent ce stock en haute mer dans la région ou la sous-région coopèrent en vue de créer une telle organisation ou de prendre d'autres arrangements appropriés pour assurer la conservation et la gestion de ce stock et participent aux travaux de l'organisation ou arrangement.

6. Tout État qui a l'intention de proposer que des mesures soient prises par une organisation intergouvernementale compétente en ce qui concerne des ressources biologiques doit, dans le cas où ces mesures auraient un effet notable sur des mesures de conservation et de gestion déjà instituées par une organisation ou un arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional compétent, consulter les membres de ladite organisation ou les participants audit arrangement par l'intermédiaire de l'organisation ou arrangement. Dans la mesure du possible, ces consultations doivent avoir lieu avant que la proposition ne soit soumise à l'organisation intergouvernementale.

Article 9

Organisations et arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux et régionaux

1. Lorsqu'ils créent des organisations ou concluent des arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux concernant des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs, les États conviennent entre autres de ce qui suit :

a) Les stocks auxquels s'appliquent les mesures de conservation et de gestion, compte tenu de leurs caractéristiques biologiques et de la nature des pêcheries en question;

b) La zone d'application, compte tenu du paragraphe 1 de l'article 7 et des caractéristiques de la sous-région ou région, y compris les facteurs socio-économiques, géographiques et écologiques;

c) Les liens entre les activités de la nouvelle organisation ou du nouvel arrangement et le rôle, les objectifs et les opérations des organisations ou arrangements de gestion des pêcheries en place compétents; et

d) Les mécanismes par lesquels l'organisation ou arrangement obtiendra des avis scientifiques et examinera l'état des stocks, y compris, si nécessaire, la création d'un organisme consultatif scientifique.

2. Les États qui coopèrent à la création d'une organisation ou d'un arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional informent de cette coopération les autres États qu'ils savent avoir un intérêt réel dans les activités de l'organisation ou arrangement envisagé.

Article 10

Fonctions des organisations et arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux et régionaux

Pour s'acquitter de leur obligation de coopérer dans le cadre d'organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux, les États :

a) Conviennent de mesures de conservation et de gestion et s'y conforment afin d'assurer la durabilité à long terme des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs;

b) Conviennent, le cas échéant, des droits de participation, comme le volume admissible des captures ou le niveau de l'effort de pêche;

c) Adoptent et appliquent toutes normes internationales minimales généralement recommandées pour mener les opérations de pêche de manière responsable;

d) Obtiennent des informations scientifiques et les évaluent et examinent l'état des stocks et évaluent l'impact de la pêche sur les espèces non visées et les espèces associées ou dépendantes;

e) Conviennent de normes pour la collecte, la communication, la vérification et l'échange de données sur l'exploitation des stocks;

f) Recueillent et diffusent des données statistiques précises et complètes, comme indiqué dans l'annexe I, afin de disposer des données scientifiques les plus fiables, tout en en préservant la confidentialité le cas échéant;

g) Encouragent et effectuent des évaluations scientifiques des stocks et les activités de recherche pertinentes, et en diffusent les résultats;

h) Mettent en place des mécanismes de coopération appropriés en matière d'observation, de contrôle, de surveillance et de police;

i) Conviennent des moyens permettant de prendre en compte les intérêts en matière de pêche des nouveaux membres de l'organisation ou des nouveaux participants à l'arrangement;

j) Conviennent de procédures de prise de décisions qui facilitent l'adoption de mesures de conservation et de gestion en temps opportun et de manière efficace;

k) Encouragent le règlement pacifique des différends conformément à la partie VIII;

l) Font en sorte que leurs organismes nationaux compétents et leurs industries coopèrent pleinement à l'application des recommandations et décisions de l'organisation ou arrangement; et

m) Donnent la publicité voulue aux mesures de conservation et de gestion instituées par l'organisation ou l'arrangement.

Article 11

Nouveaux membres ou participants

Lorsqu'ils déterminent la nature et l'étendue des droits de participation des nouveaux membres d'une organisation de gestion des pêcheries sous-régionale ou régionale ou des nouveaux participants à un arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional, les États prennent notamment en considération :

a) L'état des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs et le niveau de l'effort de pêche dans la zone de pêche;

b) Les intérêts, les méthodes en matière de pêche et les pratiques de pêche des nouveaux et des anciens membres ou participants;

c) La contribution respective des nouveaux et des anciens membres ou participants à la conservation et la gestion des stocks, à la collecte et la communication de données exactes et aux recherches scientifiques menées sur les stocks;

d) Les besoins des communautés côtières de pêcheurs qui sont fortement tributaires de la pêche des stocks;

e) Les besoins des États côtiers dont l'économie est très lourdement tributaire de l'exploitation des ressources biologiques marines; et

f) Les intérêts des États en développement de la sous-région ou région, lorsque les stocks se trouvent également dans les zones relevant de leur juridiction nationale.

Article 12

Transparence des activités menées par les organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux et régionaux

1. Les États assurent la transparence de la prise de décisions et des autres activités des organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux et régionaux.

2. Les représentants d'autres organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales concernées par les stocks de poissons chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs doivent avoir la possibilité de participer aux réunions des organisations et arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux et régionaux en qualité d'observateurs ou en une autre qualité, selon ce qui convient, conformément aux procédures de l'organisation ou arrangement concerné. Ces procédures ne doivent pas être trop restrictives à cet égard. Ces organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont accès en temps opportun aux dossiers et rapports desdites organisations et desdits arrangements, sous réserve des règles de procédure régissant l'accès à ces dossiers et rapports.

Article 13

Renforcement des organisations et arrangements existants

Les États coopèrent pour renforcer les organisations et arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux et régionaux existants afin d'en améliorer l'efficacité pour l'adoption et la mise en oeuvre de mesures de conservation et de gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs

Article 14

Collecte et communication d'informations et coopération en matière de recherche scientifique

1. Les États veillent à ce que les navires de pêche battant leur pavillon leur communiquent les informations qui pourraient leur être nécessaires pour exécuter leurs obligations en vertu du présent Accord. À cette fin, les États, conformément à l'annexe I :

a) Recueillent et échangent des données scientifiques, techniques et statistiques concernant l'exploitation des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs;

b) Veillent à ce que les données recueillies soient suffisamment détaillées pour faciliter l'évaluation précise des stocks et soient communiquées en temps opportun pour répondre aux besoins des organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux; et

c) Prennent les mesures voulues pour vérifier l'exactitude de ces données

2. Les États coopèrent, soit directement soit par l'intermédiaire des organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux, en vue de :

a) Convenir du type de données à fournir et de la forme sous laquelle celles-ci doivent être présentées auxdites organisations ou auxdits arrangements, en tenant compte de la nature des stocks et de leur exploitation; et

b) Mettre au point et utiliser conjointement des techniques d'analyse et des méthodes d'évaluation des stocks pour améliorer les mesures de conservation et de gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs.

3. En application de la partie XIII de la Convention, les États coopèrent, soit directement soit par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, au renforcement des moyens de recherche scientifique dans le domaine des pêches et encouragent la recherche scientifique relative à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs dans l'intérêt de tous. À cette fin, un État ou l'organisation internationale compétente qui effectue de telles recherches au-delà des zones relevant de la juridiction nationale s'emploie à faciliter la publication et la communication à tous les États intéressés des résultats de ces recherches, ainsi que de renseignements sur ses objectifs et ses méthodes et, autant que possible, facilite la participation de scientifiques desdits États aux recherches en question.

Article 15

Mers fermées et semi-fermées

Lorsqu'ils appliquent le présent Accord dans une mer fermée ou semi-fermée, les États tiennent compte des caractéristiques naturelles de ladite mer et agissent de manière compatible avec la partie IX de la Convention et les autres dispositions pertinentes de celle-ci.

Article 16

Secteurs de la haute mer complètement entourés par une zone relevant de la juridiction nationale d'un seul État

1. Les États qui exploitent des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs dans un secteur de la haute mer complètement entouré par une zone relevant de la juridiction nationale d'un seul État et ce dernier État coopèrent pour instituer des mesures de conservation et de gestion en ce qui concerne ces stocks en haute mer. Compte tenu des caractéristiques naturelles du secteur considéré, les États s'attachent particulièrement à instituer, en application de l'article 7, des mesures de conservation et de gestion compatibles en ce qui concerne ces stocks. Les mesures prises en ce qui concerne la haute mer tiennent compte des droits, obligations et intérêts de l'État côtier en vertu de la Convention; elles sont fondées sur les données scientifiques les plus fiables dont on dispose et tiennent compte de toutes mesures de conservation et de gestion adoptées et appliquées par l'État côtier en ce qui concerne les mêmes stocks, dans la zone relevant de sa juridiction nationale, conformément à l'article 61 de la Convention. Les États conviennent également de mesures d'observation, de contrôle, de surveillance et de police pour assurer le respect des mesures de conservation et de gestion concernant la haute mer.

2. Conformément à l'article 8, les États agissent de bonne foi et font tout leur possible pour convenir sans délai des mesures de conservation et de gestion à appliquer à l'occasion des opérations de pêche dans le secteur visé au paragraphe 1. Si les États qui se livrent à la pêche concernés et l'État côtier ne parviennent pas, dans un délai raisonnable, à s'entendre sur de telles mesures, ils appliquent, eu égard au paragraphe 1, les paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 7 consacrés aux arrangements provisoires ou mesures conservatoires. En attendant l'adoption de tels arrangements provisoires ou de telles mesures conservatoires, les États

intéressés prennent, en ce qui concerne les navires battant leur pavillon, des mesures pour faire en sorte que ceux-ci ne se livrent pas à une pêche de nature à nuire aux stocks concernés.

PARTIE IV

ÉTATS NON MEMBRES ET ÉTATS NON PARTICIPANTS

Article 17

États non membres d'organisations et États non participants à des arrangements

1. Un État qui n'est pas membre d'une organisation ni participant à un arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional, et qui n'accepte pas par ailleurs d'appliquer les mesures de conservation et de gestion instituées par cette organisation ou cet arrangement, n'est pas libéré de l'obligation de coopérer, conformément à la Convention et au présent Accord, à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs concernés.

2. Un tel État n'autorise pas les navires battant son pavillon à se livrer à la pêche des stocks de poissons chevauchants ou des stocks de poissons grands migrateurs soumis aux mesures de conservation et de gestion instituées par cette organisation ou cet arrangement.

3. Les États qui sont membres d'une organisation ou participants à un arrangement sous-régional ou régional de gestion des pêcheries demandent, séparément ou conjointement, aux entités de pêche visées au paragraphe 3 de l'article premier qui ont des navires de pêche dans la zone concernée de coopérer pleinement avec cette organisation ou à cet arrangement aux fins de l'application des mesures de conservation et de gestion que ceux-ci ont instituées, afin

que ces mesures soient appliquées de facto aussi largement que possible aux activités de pêche dans la zone concernée. Ces entités tirent de leur participation à la pêche des avantages proportionnels à leur engagement de respecter les mesures de conservation et de gestion concernant les stocks en question.

4. Les États qui sont membres d'une telle organisation ou participants à un tel arrangement échangent des informations sur les activités des navires de pêche battant le pavillon d'États qui ne sont pas membres de l'organisation ni participants à l'arrangement et qui se livrent à la pêche des stocks concernés. Ils prennent des mesures, conformément au présent Accord et au droit international, en vue de dissuader ces navires de se livrer à des activités qui compromettent l'efficacité des mesures sous-régionales ou régionales de conservation et de gestion.

PARTIE V

OBLIGATIONS DE L'ÉTAT DU PAVILLON

Article 18

Obligations de l'État du pavillon

1. Les États dont des navires pêchent en haute mer prennent les mesures voulues pour que les navires battant leur pavillon respectent les mesures sous-régionales et régionales de conservation et de gestion et qu'ils ne mènent aucune activité qui en compromette l'efficacité.

2. Les États n'autorisent la mise en exploitation des navires battant leur pavillon pour pratiquer la pêche en haute mer que lorsqu'ils peuvent s'acquitter efficacement des responsabilités qui leur incombent en vertu de la Convention et du présent Accord en ce qui concerne ces navires.

3. Les États prennent notamment, en ce qui concerne les navires battant leur pavillon, les mesures suivantes :

a) Contrôle de ces navires en haute mer, au moyen de licences, d'autorisations et de permis de pêche conformément aux procédures ayant pu être adoptées aux plans sous-régional, régional ou mondial;

b) Adoption de règlements à l'effet :

i) D'assortir les licences, autorisations ou permis de clauses et conditions propres à leur permettre de s'acquitter de toutes obligations qu'ils ont souscrites aux plans sous-régional, régional ou mondial;

ii) D'interdire à ces navires de pêcher en haute mer s'ils sont dépourvus d'une licence ou autorisation en bonne et due forme, ou de pêcher en haute mer selon des modalités différentes de celles stipulées par les licences, autorisations ou permis;

iii) D'exiger des navires pêchant en haute mer qu'ils aient toujours à bord leur licence, autorisation ou permis et qu'ils présentent ce document pour inspection à la demande de toute personne dûment habilitée; et

iv) De veiller à ce que ces navires ne pratiquent pas la pêche sans autorisation dans des zones relevant de la juridiction nationale d'autres États;

c) Tenue d'un registre national des navires de pêche autorisés à pêcher en haute mer et adoption des dispositions voulues pour que les États directement intéressés qui en font la demande aient accès aux renseignements figurant dans ce registre, compte tenu de toutes lois internes de l'État du pavillon ayant trait à la communication de ces renseignements;

d) Réglementation du marquage des navires et engins de pêche aux fins de leur identification, conformément à des systèmes uniformes et internationalement reconnus, tels que les Spécifications types de l'Organisation des Nations Unies

pour l'alimentation et l'agriculture pour le marquage et l'identification des bateaux de pêche;

e) Établissement de règles pour la tenue et la communication en temps opportun de registres indiquant la position des navires, les captures d'espèces visées et non visées, l'effort de pêche et d'autres données pertinentes relatives à la pêche, conformément aux normes sous-régionales, régionales et mondiales régissant la collecte de ces données;

f) Établissement de règles pour la vérification des relevés de captures d'espèces visées et non visées par les moyens suivants : programmes d'observation et d'inspection, rapports de déchargement, supervision des transbordements, contrôle des captures débarquées et suivi des statistiques du marché;

g) Observation, contrôle et surveillance de ces navires, de leurs activités de pêche et activités connexes au moyen notamment de :

i) La mise en oeuvre de mécanismes d'inspection nationaux et de mécanismes sous-régionaux et régionaux de coopération en matière de police conformément aux articles 21 et 22, prévoyant notamment l'obligation pour ces navires d'autoriser l'accès à leur bord d'inspecteurs dûment habilités d'autres États;

ii) La mise en oeuvre de programmes d'observation nationaux et de programmes d'observation sous-régionaux et régionaux auxquels participe l'État du pavillon, prévoyant notamment l'obligation pour ces navires d'autoriser l'accès à leur bord d'observateurs d'autres États pour leur permettre d'exercer les fonctions définies dans les programmes; et

iii) L'élaboration et la mise en oeuvre de systèmes de surveillance des navires, y compris, le cas échéant,

de systèmes appropriés de communication par satellite conformément à tous programmes nationaux et aux programmes qui ont été convenus aux plans sous-régional, régional ou mondial entre les États concernés;

h) Réglementation des transbordements en haute mer pour faire en sorte que l'efficacité des mesures de conservation et de gestion ne soit pas compromise; et

i) Réglementation des activités de pêche pour assurer le respect des mesures sous-régionales, régionales ou mondiales, y compris celles qui visent à réduire au minimum les captures d'espèces non visées.

4. Lorsqu'un système de contrôle et de surveillance convenu aux plans sous-régional, régional ou mondial est en vigueur, les États veillent à ce que les mesures qu'ils imposent aux navires battant leur pavillon soient compatibles avec ce système.

PARTIE VI

RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION ET RÉPRESSION DES INFRACTIONS

Article 19

Respect de la réglementation et pouvoirs de police de l'État du pavillon

1. Tout État veille à ce que les navires battant son pavillon respectent les mesures sous-régionales et régionales de conservation et de gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs. À cette fin, il :

a) Fait respecter ces mesures, quel que soit le lieu de l'infraction;

b) Mène immédiatement, lorsqu'une infraction aux mesures sous-régionales ou régionales de conservation et de gestion est alléguée, une enquête approfondie, qui peut comprendre l'inspection matérielle des navires concernés, et fait rapport sans retard sur le déroulement et les résultats de cette enquête à l'État qui a allégué l'infraction ainsi qu'à l'organisation ou arrangement sous-régional ou régional compétent;

c) Exige de tout navire battant son pavillon qu'il communique aux autorités chargées de l'enquête des renseignements concernant sa position, ses captures, ses engins de pêche, ses opérations de pêche et ses activités connexes dans la zone de l'infraction présumée;

d) S'il est convaincu de disposer de preuves suffisantes concernant l'infraction présumée, saisit ses autorités compétentes en vue d'engager sans retard des poursuites conformément à son droit interne et, s'il y a lieu, immobilise le navire en cause; et

e) Veille à ce que tout navire dont il a été établi conformément à son droit interne qu'il a commis une infraction grave auxdites mesures ne se livre plus à des opérations de pêche en haute mer jusqu'à ce que toutes les sanctions imposées par l'État du pavillon pour cette infraction aient été exécutées.

2. Toutes les enquêtes et procédures judiciaires sont menées dans les plus brefs délais. Les sanctions encourues pour les infractions doivent être suffisamment rigoureuses pour garantir le respect des mesures de conservation et de gestion et décourager les infractions en quelque lieu que ce soit, et elles doivent priver les auteurs des infractions des profits découlant de leurs activités illégales. Les mesures applicables aux capitaines et autres officiers des navires de pêche comprennent des dispositions pouvant autoriser, entre autres, le refus, le retrait ou la suspension de l'autorisation d'exercer les fonctions de capitaine ou d'officier à bord de ces navires.

Article 20

Coopération internationale en matière de police

1. Les États coopèrent, soit directement soit par l'intermédiaire d'organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux, pour assurer le respect et la mise en application des mesures sous-régionales et régionales de conservation et de gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs.

2. L'État du pavillon qui enquête sur une infraction présumée aux mesures de conservation et de gestion des stocks de poissons chevauchants ou des stocks de poissons grands migrateurs peut solliciter l'assistance de tout autre État dont la coopération pourrait être utile à la conduite de l'enquête. Tous les États s'efforcent d'accéder aux demandes raisonnables formulées par l'État du pavillon dans le cadre de telles enquêtes.

3. Les enquêtes peuvent être menées par l'État du pavillon directement, en coopération avec les autres États concernés, ou par l'intermédiaire de l'organisation ou arrangement sous-régional ou régional de gestion des pêcheries. Des renseignements sur le déroulement et les résultats des enquêtes sont fournis à tous les États intéressés ou affectés par l'infraction présumée.

4. Les États se prêtent mutuellement assistance pour identifier les navires qui se seraient livrés à des activités qui compromettent l'efficacité de mesures sous-régionales, régionales ou mondiales de conservation et de gestion.

5. Les États, dans la mesure où leurs lois et règlements internes les y autorisent, mettent en place des arrangements en vue de communiquer aux autorités chargées des poursuites dans d'autres États les preuves relatives aux infractions présumées auxdites mesures.

6. Lorsqu'il y a de sérieuses raisons de penser qu'un navire se trouvant en haute mer s'est livré à la pêche sans autorisation dans une zone relevant de la juridiction d'un État côtier, l'État du pavillon procède immédiatement, à la demande de l'État côtier intéressé, à une enquête approfondie. L'État du pavillon coopère avec l'État côtier en vue de prendre les mesures de coercition appropriées en l'espèce, et peut habiliter les autorités compétentes de celui-ci à arraisonner et à inspecter le navire en haute mer. Le présent paragraphe est sans préjudice de l'article 111 de la Convention.

7. Les États parties qui sont membres d'une organisation ou participants à un arrangement sous-régional ou régional de gestion des pêcheries peuvent prendre des mesures conformément au droit international, y compris en recourant aux procédures établies à cette fin à l'échelon sous-régional ou régional, pour dissuader les navires qui se sont livrés à des activités qui compromettent l'efficacité des mesures de conservation et de gestion instituées par ladite organisation ou ledit arrangement ou constituent de toute autre manière une infraction à ces mesures de pratiquer la pêche en haute mer dans la sous-région ou la région en attendant que l'État du pavillon ait pris les mesures appropriées.

Article 21

Coopération sous-régionale et régionale en matière de police

1. Dans tout secteur de la haute mer couvert par une organisation ou un arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional, tout État partie qui est membre de cette organisation ou participant à cet arrangement peut, par l'intermédiaire de ses inspecteurs dûment habilités, arraisonner et inspecter, conformément au paragraphe 2, les navires de pêche battant le pavillon d'un autre État partie au présent Accord, que cet État partie soit ou non lui aussi membre de l'organisation ou participant à l'arrangement, pour assurer le respect des mesures de conservation et de gestion

des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs instituées par ladite organisation ou ledit arrangement.

2. Les États établissent, par l'intermédiaire des organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux, des procédures pour l'arraisonnement et l'inspection conformément au paragraphe 1, ainsi que des procédures pour l'application des autres dispositions du présent article. Ces procédures sont conformes au présent article et aux procédures de base définies à l'article 22 et ne sont pas discriminatoires à l'égard des États qui ne sont pas membres de l'organisation ni participants à l'arrangement concerné. Il est procédé à l'arraisonnement et à l'inspection ainsi qu'à toute mesure de coercition prise par la suite conformément à ces procédures. Les États donnent la publicité voulue aux procédures établies conformément au présent paragraphe.

3. Si, dans les deux ans qui suivent l'adoption du présent Accord, une organisation ou un arrangement n'a pas établi de telles procédures, il est procédé, en attendant leur établissement, à l'arraisonnement et à l'inspection en vertu du paragraphe 1 ainsi qu'à toute mesure de coercition prise par la suite conformément au présent article et aux procédures de base définies à l'article 22.

4. Avant de prendre des mesures conformément au présent article, l'État procédant à l'inspection, soit directement soit par l'intermédiaire de l'organisation ou arrangement sous-régional ou régional de gestion des pêcheries compétent, informe tous les États dont les navires se livrent à la pêche en haute mer dans la sous-région ou région de la nature de l'identification dont sont porteurs ses inspecteurs dûment habilités. Les navires servant à l'arraisonnement et à l'inspection portent des marques extérieures indiquant clairement qu'ils sont affectés à un service public. Au moment où il devient partie au présent Accord, tout État désigne une autorité compétente pour recevoir des notifications conformément au présent article et donne la

publicité voulue à cette désignation par l'intermédiaire de l'organisation ou arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional compétent.

5. Si, après arraisonnement et inspection, il y a de sérieuses raisons de penser qu'un navire s'est livré à une activité contraire aux mesures de conservation et de gestion visées au paragraphe 1, l'État qui a procédé à l'inspection rassemble, s'il y a lieu, des éléments de preuve, et informe sans délai l'État du pavillon de l'infraction présumée.

6. L'État du pavillon répond à la notification visée au paragraphe 5 dans un délai de trois jours ouvrables à compter de sa réception ou dans tout autre délai prescrit par les procédures établies conformément au paragraphe 2, et doit :

a) Exécuter sans délai l'obligation que lui impose l'article 19 de procéder à une enquête et, si les éléments de preuve le justifient, prendre des mesures de coercition à l'encontre du navire, auquel cas il informe promptement l'État ayant procédé à l'inspection des résultats de l'enquête et, le cas échéant, des mesures de coercition qu'il a prises; ou

b) Autoriser l'État ayant procédé à l'inspection à mener une enquête.

7. Lorsque l'État du pavillon autorise l'État ayant procédé à l'inspection à enquêter sur une infraction présumée, ce dernier lui communique sans retard les résultats de l'enquête. Si les éléments de preuve le justifient, l'État du pavillon s'acquitte de l'obligation qui lui incombe de prendre des mesures de coercition à l'encontre du navire. À défaut, l'État du pavillon peut autoriser l'État ayant procédé à l'inspection à prendre à l'encontre du navire les mesures de coercition stipulées par l'État du pavillon conformément aux droits et obligations que celui-ci tire du présent Accord.

8. Si, après arraisonnement et inspection, il y a de sérieuses raisons de penser qu'un navire a commis une infraction grave, et l'État du pavillon n'a pas répondu ou n'a

pas pris les mesures prescrites aux paragraphes 6 ou 7, les inspecteurs peuvent rester à bord du navire et rassembler des éléments de preuve et exiger du capitaine qu'il collabore à un complément d'enquête, y compris, le cas échéant, en conduisant le navire sans retard au port approprié le plus proche, ou à tout autre port pouvant avoir été spécifié dans les procédures établies conformément au paragraphe 2. L'État ayant procédé à l'inspection informe immédiatement l'État du pavillon du nom du port où le navire doit être conduit. L'État ayant procédé à l'inspection et l'État du pavillon et, le cas échéant, l'État du port prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer le bien-être des membres de l'équipage, quelle que soit leur nationalité.

9. L'État ayant procédé à l'inspection informe l'État du pavillon et l'organisation compétente ou les participants à l'arrangement compétent des résultats de tout complément d'enquête.

10. L'État procédant à l'inspection exige de ses inspecteurs qu'ils observent les règles, procédures et pratiques internationales généralement acceptées en ce qui concerne la sécurité du navire et de l'équipage, qu'ils entravent le moins possible les opérations de pêche et, pour autant que possible, qu'ils s'abstiennent de toute mesure de nature à compromettre la qualité des captures à bord. L'État procédant à l'inspection veille à ce que l'arraisonnement et l'inspection ne soient pas menés d'une manière qui constituerait un harcèlement pour le navire de pêche.

11. Aux fins du présent article, on entend par infraction grave le fait :

a) De pêcher sans licence, autorisation ou permis valide délivré par l'État du pavillon conformément au paragraphe 3, lettre a), de l'article 18;

b) De s'abstenir de consigner avec exactitude les données sur les captures et données connexes, comme l'exige l'organisation ou arrangement de gestion des pêcheries sous-

régional ou régional compétent, ou de faire une déclaration grossièrement inexacte sur les captures, au mépris des règles fixées par ladite organisation ou ledit arrangement en matière de déclaration des captures;

c) De se livrer à la pêche dans un secteur fermé, de pêcher en dehors des temps d'ouverture, de pêcher sans quota fixé par l'organisation ou arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional compétent ou après avoir atteint un tel quota;

d) D'exploiter un stock qui fait l'objet d'un moratoire ou dont la pêche est interdite;

e) D'utiliser des engins de pêche prohibés;

f) De falsifier ou de dissimuler les marquages, le nom ou l'immatriculation d'un navire de pêche;

g) De dissimuler, d'altérer et de faire disparaître des éléments de preuve intéressant une enquête;

h) De commettre des infractions multiples qui, ensemble, constituent une méconnaissance grave des mesures de conservation et de gestion; ou

i) De commettre toutes autres infractions qui pourraient être spécifiées dans les procédures établies par l'organisation ou arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional compétent.

12. Nonobstant les autres dispositions du présent article, l'État du pavillon peut, à tout moment, prendre des mesures pour s'acquitter des obligations que lui impose l'article 19 face à une infraction présumée. Si le navire est sous son contrôle, l'État qui a procédé à l'inspection le remet à l'État du pavillon, à la demande de ce dernier, qu'il informe pleinement du déroulement et du résultat de l'enquête.

13. Le présent article est sans préjudice du droit qu'a l'État du pavillon de prendre toutes mesures y compris d'engager des poursuites en vue d'imposer des pénalités, conformément à son droit interne.

14. Le présent article s'applique mutatis mutandis à l'arraisonnement et à l'inspection auxquels procède un État partie qui est membre d'une organisation ou participant à un arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional et qui a de sérieuses raisons de penser qu'un navire de pêche battant le pavillon d'un autre État partie s'est livré à une activité contraire aux mesures de conservation et de gestion visées au paragraphe 1 dans le secteur de la haute mer couvert par ladite organisation ou ledit arrangement et que, pendant la même expédition de pêche, ledit navire a par la suite pénétré dans un secteur relevant de la juridiction nationale de l'État procédant à l'inspection.

15. Lorsqu'une organisation ou un arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional a créé un mécanisme qui s'acquitte effectivement de l'obligation, mise à la charge de ses membres ou participants par le présent Accord, d'assurer le respect des mesures de conservation et de gestion que l'organisation ou arrangement a instituées, les membres de l'organisation ou les participants à l'arrangement peuvent convenir de limiter à eux-mêmes l'application du paragraphe 1 en ce qui concerne les mesures de conservation et de gestion qui ont été instituées dans le secteur de la haute mer concerné.

16. Les mesures prises par des États autres que l'État du pavillon contre des navires qui se sont livrés à des activités contraires aux mesures de conservation et de gestion sous-régionales ou régionales doivent être proportionnelles à la gravité de l'infraction.

17. Lorsqu'il existe de sérieuses raisons de soupçonner qu'un navire de pêche se trouvant en haute mer est apatride, tout État peut arraisonner et inspecter ce navire. Si les éléments

de preuve le justifient, l'État peut prendre les mesures appropriées conformément au droit international.

18. Les États sont responsables des pertes ou dommages qui leur sont imputables à la suite d'une mesure prise en vertu du présent article, lorsque ladite mesure est illicite ou va au-delà de ce qui est raisonnablement nécessaire, eu égard aux renseignements disponibles, pour appliquer les dispositions du présent article.

Article 22

Procédures de base applicables en cas d'arraisonnement et d'inspection conformément à l'article 21

1. L'État qui procède à l'inspection veille à ce que ses inspecteurs dûment habilités :

a) Présentent leurs titres au capitaine du navire et produisent le texte des mesures de conservation et de gestion pertinentes ou des règles et règlements appliqués dans le secteur de la haute mer en question pour donner effet auxdites mesures;

b) Avisent l'État du pavillon au moment de l'arraisonnement et de l'inspection;

c) N'empêchent pas le capitaine du navire de communiquer avec les autorités de l'État du pavillon pendant l'arraisonnement et l'inspection;

d) Remettent au capitaine et aux autorités de l'État du pavillon copie du rapport sur l'arraisonnement et l'inspection, dans lequel aura été insérée toute objection ou déclaration que le capitaine souhaite y voir consigner;

e) Quittent promptement le navire après avoir terminé l'inspection s'ils ne trouvent aucune preuve d'infraction grave; et

f) Évitent de faire usage de la force sauf lorsque, et dans la mesure où cela s'avère nécessaire pour garantir leur sécurité et lorsqu'ils sont empêchés d'exercer leurs fonctions. Le degré de force dont il est fait usage ne doit pas dépasser ce qui est raisonnablement requis en la circonstance.

2. Les inspecteurs dûment habilités d'un État procédant à une inspection ont le pouvoir d'inspecter le navire, sa licence, ses engins, équipements, registres, installations, poissons et produits de poisson ainsi que tous documents pertinents nécessaires pour vérifier le respect des mesures de conservation et de gestion concernées.

3. L'État du pavillon veille à ce que les capitaines de navire :

a) Laissent les inspecteurs monter à leur bord et facilitent leur embarquement de façon qu'il se fasse rapidement et dans des conditions de sécurité;

b) Coopèrent à l'inspection des navires effectuée conformément aux présentes procédures et prêtent leur concours à cette fin;

c) N'empêchent pas les inspecteurs d'accomplir leur mission, ne cherchent pas à les intimider et ne les gênent pas dans l'exercice de leurs fonctions;

d) Permettent aux inspecteurs de communiquer avec les autorités de l'État du pavillon et de l'État procédant à l'inspection pendant l'arraisonnement et l'inspection;

e) Offrent aux inspecteurs des facilités raisonnables, y compris, le cas échéant, le gîte et le couvert; et

f) Facilitent le débarquement des inspecteurs dans des conditions de sécurité.

4. Si le capitaine d'un navire refuse d'accepter l'arraisonnement et l'inspection conformément au présent article et à l'article 21, l'État du pavillon, sauf dans les cas où, conformément aux réglementations, procédures et pratiques internationales généralement acceptées touchant la sécurité en mer, il est nécessaire de différer l'arraisonnement et l'inspection, ordonne au capitaine du navire de se soumettre immédiatement à l'arraisonnement et à l'inspection et, si celui-ci n'obtempère pas, suspend l'autorisation de pêche délivrée au navire, auquel il ordonne de regagner immédiatement le port. L'État du pavillon informe l'État ayant procédé à l'inspection de la mesure qu'il a prise lorsque les circonstances visées au présent paragraphe se produisent.

Article 23

Mesures à prendre par l'État du port

1. L'État du port a le droit et l'obligation de prendre des mesures, conformément au droit international, pour garantir l'efficacité des mesures sous-régionales, régionales et mondiales de conservation et de gestion. Lorsqu'il prend de telles mesures, l'État du port n'exerce aucune discrimination de forme ou de fait à l'encontre des navires d'un État quel qu'il soit.

2. L'État du port peut notamment contrôler les documents, les engins de pêche et les captures à bord des navires de pêche lorsque ceux-ci se trouvent volontairement dans ses ports ou ses installations terminales au large.

3. Les États peuvent adopter des règlements habilitant les autorités nationales compétentes à interdire les débarquements et les transbordements lorsqu'il est établi que la capture a été effectuée d'une manière qui compromet l'efficacité des mesures régionales, sous-régionales ou mondiales de conservation et de gestion en haute mer.

4. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte à l'exercice par les États de leur souveraineté sur les ports de leur territoire conformément au droit international.

PARTIE VII

BESOINS DES ÉTATS EN DÉVELOPPEMENT

Article 24

Reconnaissance des besoins particuliers des États en développement

1. Les États reconnaissent pleinement les besoins particuliers des États en développement en matière de conservation et de gestion de stocks de poissons chevauchants et de stocks de poissons grands migrateurs et de mise en valeur des pêcheries de ces stocks. À cette fin, ils fournissent une assistance aux États en développement soit directement soit par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions spécialisées, du Fonds pour l'environnement mondial, de la Commission du développement durable et des autres organismes ou organes internationaux et régionaux compétents.

2. Lorsqu'ils exécutent leur obligation de coopérer à la mise en place de mesures de conservation et de gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs, les États tiennent compte des besoins particuliers des États en développement, notamment :

a) La vulnérabilité des États en développement qui sont tributaires de l'exploitation des ressources biologiques marines, notamment pour répondre aux besoins alimentaires de leur population ou de parties de leur population;

b) La nécessité d'éviter de nuire à la pêche de subsistance et aux petites pêches commerciales dans les États

en développement, et d'assurer l'accès à ces types de pêche aux femmes, aux petits pêcheurs et aux populations autochtones, en particulier dans les petits États insulaires en développement; et

c) La nécessité de faire en sorte que ces mesures n'aient pas pour résultat de faire supporter directement ou indirectement aux États en développement une part disproportionnée de l'effort de conservation.

Article 25

Formes de la coopération avec les États en développement

1. Les États coopèrent, soit directement soit par l'intermédiaire d'organisations sous-régionales, régionales ou mondiales en vue :

a) De rendre les États en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires en développement, mieux à même de conserver et gérer les stocks de poissons chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs et de mettre en valeur leurs propres pêcheries nationales en ce qui concerne ces stocks;

b) D'aider les États en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires en développement, à participer à l'exploitation en haute mer de pêcheries de ces stocks, y compris en leur facilitant l'accès à ces pêcheries, sous réserve des articles 5 et 11; et

c) De faciliter la participation des États en développement aux organisations et arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux et régionaux.

2. La coopération avec les États en développement aux fins énoncées dans le présent article pourra notamment prendre la forme d'aide financière, d'assistance relative à la mise en valeur des ressources humaines, d'assistance technique, de

transfert de techniques, y compris par le biais d'entreprises conjointes, et de services consultatifs.

3. Cette assistance sera spécifiquement axée, entre autres, sur les domaines ci-après :

a) Amélioration de la conservation et de la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs par collecte, publication, vérification, échange et analyse de données et informations sur les pêcheries et informations connexes;

b) Évaluation des stocks et recherche scientifique; et

c) Observation, contrôle, surveillance, respect de la réglementation et répression des infractions, y compris la formation et le renforcement des capacités au niveau local, l'élaboration et le financement de programmes d'observation nationaux et régionaux et l'accès aux technologies et matériels.

Article 26

Assistance spéciale aux fins de l'application du présent Accord

1. Les États coopèrent en vue de constituer des fonds de contributions spéciales afin d'aider les États en développement à appliquer le présent Accord et, en particulier, de les aider à supporter le coût des procédures de règlement des différends auxquelles ils peuvent être parties.

2. Les États et les organisations internationales devraient aider les États en développement à créer de nouvelles organisations ou de nouveaux arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux aux fins de la conservation et de la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs, ou à renforcer ceux qui existent déjà.

PARTIE VIII

RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS

Article 27

Obligation de régler les différends par des moyens pacifiques

Les États ont l'obligation de régler leurs différends par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.

Article 28

Prévention des différends

Les États coopèrent en vue de prévenir les différends. À cette fin, ils arrêtent d'un commun accord des procédures de prise de décisions efficaces et rapides au sein des organisations et arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux et régionaux et renforcent le cas échéant les procédures existantes.

Article 29

Différends touchant une question technique

En cas de différend touchant une question technique, les États concernés peuvent saisir un groupe d'experts ad hoc créé par eux. Le groupe d'experts s'entretient avec les États concernés et s'efforce de régler rapidement le différend sans recourir à des procédures obligatoires de règlement des différends.

Article 30

Procédures de règlement des différends

1. Les dispositions relatives au règlement des différends énoncées dans la partie XV de la Convention s'appliquent mutatis mutandis à tout différend entre États parties au présent Accord concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord, que lesdits États soient ou non parties à la Convention.

2. Les dispositions relatives au règlement des différends énoncées dans la partie XV de la Convention s'appliquent mutatis mutandis à tout différend entre États parties au présent Accord concernant l'interprétation ou l'application des accords sous-régionaux, régionaux ou mondiaux de gestion des pêcheries de stocks de poissons chevauchants ou de stocks de poissons grands migrateurs auxquels ils sont parties, y compris tout différend concernant la conservation et la gestion desdits stocks, que lesdits États soient ou non parties à la Convention.

3. Toute procédure acceptée par un État partie au présent Accord et à la Convention conformément à l'article 287 de la Convention s'applique au règlement des différends relevant de la présente partie, à moins que lorsqu'il signe ou ratifie le présent Accord ou y adhère, ou à n'importe quel moment par la suite, l'État partie intéressé accepte une autre procédure conformément à l'article 287 aux fins du règlement des différends relevant de la présente partie.

4. Lorsqu'il signe ou ratifie le présent Accord ou y adhère, ou à n'importe quel moment par la suite, tout État partie au présent Accord qui n'est pas partie à la Convention est libre de choisir, par voie de déclaration écrite, un ou plusieurs des moyens prévus à l'article 287, paragraphe 1, de la Convention aux fins du règlement des différends relevant de la présente partie. L'article 287 s'applique à cette déclaration ainsi qu'à tout différend auquel ledit État est partie et qui n'est pas visé par une déclaration en vigueur. Aux fins de

conciliation et d'arbitrage conformément aux annexes V, VII et VIII de la Convention, ledit État a le droit de désigner des conciliateurs, des arbitres et des experts pour inscription sur la liste visée à l'article 2 de l'annexe V, à l'article 2 de l'annexe VII et à l'article 2 de l'annexe VIII aux fins du règlement des différends relevant de la présente partie.

5. La cour ou le tribunal saisi d'un différend relevant de la présente partie applique les dispositions pertinentes de la Convention, du présent Accord et de tout accord sous-régional, régional ou mondial de gestion des pêcheries applicable ainsi que les normes généralement acceptées en matière de conservation et de gestion des ressources biologiques marines et les autres règles du droit international qui ne sont pas incompatibles avec la Convention, en vue d'assurer la conservation des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs concernés.

Article 31

Mesures conservatoires

1. En attendant le règlement d'un différend conformément à la présente partie, les parties au différend font tout ce qui est en leur pouvoir pour conclure des arrangements provisoires pratiques.

2. Sans préjudice de l'article 290 de la Convention, la cour ou le tribunal saisi du différend en vertu de la présente partie peut prescrire toutes mesures conservatoires qu'il juge appropriées en la circonstance pour préserver les droits respectifs des parties en litige ou prévenir tout dommage aux stocks en question, ainsi que dans les cas visés à l'article 7, paragraphe 5, et à l'article 16, paragraphe 2.

3. Tout État partie au présent Accord qui n'est pas partie à la Convention peut déclarer que, nonobstant l'article 290, paragraphe 5, de la Convention, le Tribunal international du

droit de la mer n'a pas le droit de prescrire, modifier ou rapporter des mesures conservatoires sans son accord.

Article 32

Limitations à l'application des procédures de règlement des différends

L'article 297, paragraphe 3, de la Convention s'applique également au présent Accord.

PARTIE IX

ÉTATS NON PARTIES AU PRÉSENT ACCORD

Article 33

États non parties au présent Accord

1. Les États parties encouragent les États qui ne sont pas parties au présent Accord à y devenir partie et à adopter des lois et règlements conformes à ses dispositions.

2. Les États parties prennent, conformément au présent Accord et au droit international, des mesures en vue de dissuader les navires battant le pavillon d'États non parties de se livrer à des activités qui compromettent l'application effective du présent Accord.

PARTIE X

BONNE FOI ET ABUS DE DROIT

Article 34

Bonne foi et abus de droit

Les États parties doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes du présent Accord

et exercer les droits reconnus dans le présent Accord d'une manière qui ne constitue pas un abus de droit.

PARTIE XI

RESPONSABILITÉ

Article 35

Responsabilité

Les États parties sont responsables conformément au droit international des pertes ou dommages qui leur sont imputables en regard du présent Accord.

PARTIE XII

CONFÉRENCE DE RÉVISION

Article 36

Conférence de révision

1. Quatre ans après la date d'entrée en vigueur du présent Accord, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera une conférence en vue d'évaluer l'efficacité du présent Accord pour assurer la conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs. Le Secrétaire général invitera à la conférence tous les États parties et les États et entités qui ont le droit de devenir parties au présent Accord ainsi que les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales qui ont le droit de participer en qualité d'observateur.

2. La conférence examinera et évaluera dans quelle mesure les dispositions du présent Accord sont bien adaptées et proposera, le cas échéant, les moyens d'en renforcer le contenu et les méthodes d'application afin de mieux s'attaquer aux problèmes qui pourraient continuer de nuire à la

conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migratours.

PARTIE XIII

DISPOSITIONS FINALES

Article 37

Signature

Le présent Accord est ouvert à la signature de tous les États et des autres entités visées à l'article premier, paragraphe 2, lettre b), et reste ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies pendant douze mois à compter du 4 décembre 1995.

Article 38

Ratification

Le présent Accord est soumis à ratification par les États et les autres entités visées à l'article premier, paragraphe 2, lettre b). Les instruments de ratification sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 39

Adhésion

Le présent Accord reste ouvert à l'adhésion des États et des autres entités visées à l'article premier, paragraphe 2, lettre b). Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 40

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entre en vigueur 30 jours après la date de dépôt du trentième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque État ou entité qui ratifie l'Accord ou y adhère après le dépôt du trentième instrument de ratification ou d'adhésion, l'Accord entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 41

Application provisoire

1. Le présent Accord est appliqué à titre provisoire par tout État ou entité qui consent à son application provisoire en adressant au dépositaire une notification écrite à cet effet. Cette application provisoire prend effet à compter de la date de réception de la notification.

2. L'application provisoire par un État ou une entité prend fin à la date de l'entrée en vigueur du présent Accord à l'égard de cet État ou cette entité ou lorsque ledit État ou ladite entité notifie par écrit au dépositaire son intention de mettre fin à l'application provisoire.

Article 42

Réserves et exceptions

Le présent Accord n'admet ni réserves ni exceptions.

Article 43

Déclarations

L'article 42 n'interdit pas à un État ou une entité, au moment où ledit État ou ladite entité signe ou ratifie le présent Accord, ou adhère à celui-ci, de faire des déclarations, quels qu'en soient le libellé ou la dénomination, notamment en vue d'harmoniser ses lois et règlements avec le présent Accord, à condition que ces déclarations ne visent pas à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions du présent Accord dans leur application à cet État ou à cette entité.

Article 44

Relation avec d'autres accords

1. Le présent Accord ne modifie en rien les droits et obligations des États parties qui découlent d'autres accords compatibles avec lui, et qui ne portent atteinte ni à la jouissance par les autres États parties des droits qu'ils tiennent du présent Accord, ni à l'exécution de leurs obligations découlant de celui-ci.

Deux ou plusieurs États parties peuvent conclure des accords qui modifient ou suspendent l'application des dispositions du présent Accord et qui s'appliquent uniquement à leurs relations mutuelles, à condition que ces accords ne portent pas sur une disposition du présent Accord dont le non-respect serait incompatible avec la réalisation de son objet et de son but, et à condition également que ces accords n'affectent pas l'application des principes fondamentaux énoncés dans le présent Accord et ne portent atteinte ni à la jouissance par les autres États parties des droits qu'ils tiennent du présent Accord, ni à l'exécution de leurs obligations découlant de celui-ci.

3. Les États parties qui se proposent de conclure un accord visé au paragraphe 2 notifient aux autres États parties, par

l'entremise du dépositaire de l'Accord, leur intention de conclure l'accord ainsi que les modifications ou la suspension de l'application des dispositions du présent Accord qu'il prévoirait.

Article 45

Amendement

1. Tout État partie peut proposer, par voie de communication écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des amendements au présent Accord et demander la convocation d'une conférence chargée de les examiner. Le Secrétaire général transmet cette communication à tous les États parties. Il convoque la conférence si, dans les six mois qui suivent la date de la transmission de la communication, la moitié au moins des États parties répondent favorablement à cette demande.

2. À moins qu'elle n'en décide autrement, la conférence d'amendement convoquée en application du paragraphe 1 applique la procédure de prise de décisions suivie par la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrateurs. Elle ne devrait ménager aucun effort pour aboutir à un accord sur les amendements par voie de consensus et il ne devrait pas y avoir de vote sur ces amendements tant que tous les efforts en vue d'aboutir à un consensus n'auront pas été épuisés.

3. Les amendements au présent Accord, une fois adoptés, sont ouverts à la signature des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York pendant une période de douze mois à compter de la date de leur adoption, à moins que ces amendements n'en disposent autrement.

4. Les articles 38, 39, 47 et 50 s'appliquent à tous les amendements au présent Accord.

5. Pour les États parties qui les ont ratifiés ou y ont adhéré, les amendements au présent Accord entrent en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion des deux tiers des États parties. Par la suite, pour chaque État partie qui a ratifié un amendement ou y a adhéré après la date de dépôt du nombre requis d'instruments, cet amendement entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt par l'État partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

6. Un amendement peut prévoir que son entrée en vigueur requiert un nombre de ratifications ou d'adhésions moins élevé ou plus élevé que celui exigé par le présent article.

7. Tout État qui devient partie au présent Accord après l'entrée en vigueur d'amendements conformément au paragraphe 5 est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant :

a) Partie au présent Accord tel qu'il est amendé; et

b) Partie à l'Accord non amendé au regard de tout État partie qui n'est pas lié par ces amendements.

Article 46

Dénonciation

1. Un État partie peut dénoncer le présent Accord, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et indiquer les motifs de la dénonciation. Le fait de ne pas indiquer de motifs n'affecte pas la validité de la dénonciation. Celle-ci prend effet un an après la date de réception de la notification, à moins qu'elle ne prévoie une date ultérieure.

2. La dénonciation n'affecte en rien le devoir de tout État partie de remplir toute obligation énoncée dans le présent Accord à laquelle il serait soumis en vertu du droit international indépendamment de celui-ci.

Article 47

Participation d'organisations internationales

1. Lorsqu'une organisation internationale visée à l'article premier de l'annexe IX de la Convention n'a pas compétence pour l'ensemble des matières régies par le présent Accord, l'annexe IX de la Convention s'applique *mutatis mutandis* à la participation de cette organisation internationale au présent Accord, si ce n'est que les dispositions suivantes de ladite annexe ne s'appliquent pas :

a) Article 2, première phrase; et

b) Article 3, paragraphe 1.

2. Lorsqu'une organisation internationale visée à l'article premier de l'annexe IX de la Convention a compétence pour l'ensemble des matières régies par le présent Accord, les dispositions suivantes s'appliquent à la participation de cette organisation internationale au présent Accord :

a) Au moment de la signature ou de l'adhésion, ladite organisation internationale fait une déclaration à l'effet d'indiquer :

i) Qu'elle a compétence pour l'ensemble des matières régies par le présent Accord;

ii) Qu'en conséquence, ses États membres ne deviendront pas États parties, sauf en ce qui concerne les territoires de ces États pour lesquels elle n'exerce aucune responsabilité; et

iii) Qu'elle accepte les droits et obligations que le présent Accord impose aux États;

b) La participation de l'organisation internationale ne saurait en aucun cas conférer des droits quelconques aux États membres de ladite organisation en vertu du présent Accord;

c) En cas de conflit entre les obligations qui incombent à une organisation internationale en vertu du présent Accord et celles qui lui incombent en vertu de l'accord instituant cette organisation ou de tout acte connexe, les obligations découlant du présent Accord l'emportent.

Article 48

Annexes

1. Les annexes font partie intégrante du présent Accord et, sauf disposition contraire expresse, une référence au présent Accord renvoie également à ses annexes, et une référence à une partie du présent Accord renvoie aussi aux annexes qui s'y rapportent.

2. Les annexes peuvent être révisées de temps à autre par les États parties. Ces révisions sont fondées sur des considérations scientifiques et techniques. Nonobstant les dispositions de l'article 45, si une révision à une annexe est adoptée par consensus lors d'une réunion des États parties, elle est incorporée au présent Accord et prend effet à compter de la date de son adoption ou de la date qui y est indiquée. Si une révision à une annexe n'est pas adoptée par consensus lors d'une telle réunion, les procédures d'amendement énoncées à l'article 45 s'appliquent.

Article 49

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Accord et des amendements ou révisions qui s'y rapportent.

Article 50

Textes faisant foi

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe du présent Accord font également foi.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

OUVERT À LA SIGNATURE À New York le quatre décembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze, en un exemplaire unique en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

ANNEXE I

NORMES REQUISES POUR LA COLLECTE ET LA MISE EN COMMUN DES DONNÉES

Article premier

Principes généraux

1. La collecte, la compilation et l'analyse des données en temps opportun sont essentielles à la conservation et à la gestion efficaces des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs. À cette fin, des données provenant des pêcheries de ces stocks en haute mer et dans les zones relevant de la juridiction nationale sont nécessaires, et elles devraient être collectées et compilées de manière telle qu'il soit possible de procéder à une analyse statistique utile aux fins de la conservation et de la gestion des ressources halieutiques. Ces données englobent des statistiques sur les captures et l'effort de pêche et d'autres informations ayant trait aux pêcheries, telles que des données sur les navires et autres données utiles pour la normalisation de l'effort de pêche. Les données collectées devraient également comporter des informations sur les espèces non visées et les espèces associées ou dépendantes. Toutes les données devraient être vérifiées de façon à en garantir l'exactitude. La confidentialité des données non agrégées est préservée. La diffusion de ces données est soumise aux mêmes conditions que celles dans lesquelles celles-ci ont été communiquées.

2. Il est apporté aux États en développement une assistance en matière de formation ainsi qu'une assistance financière et technique afin de développer les capacités de ces États dans le domaine de la conservation et de la gestion des ressources biologiques marines. L'assistance devrait être axée sur le renforcement des capacités pour la mise en oeuvre de programmes de collecte et de vérification des données et de programmes d'observation ainsi que de projets d'analyse des données et de recherche aux fins de l'évaluation des stocks.

La participation la plus large possible de scientifiques et de responsables de la conservation et de la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs venant d'États en développement devrait être encouragée.

Article 2

Principes devant régir la collecte, la compilation et l'échange des données

Les principes généraux suivants devraient être pris en compte pour arrêter les paramètres pour la collecte, la compilation et l'échange des données provenant des opérations de pêche de stocks de poissons chevauchants et de stocks de poissons grands migrateurs :

a) Les États devraient veiller à ce que soient recueillies auprès des navires battant leur pavillon des données sur les activités de pêche, correspondant aux caractéristiques opérationnelles de chaque méthode de pêche (par exemple, chaque trait pour la pêche au chalut, chaque mouillage pour la pêche à la palangre et à la senne coulissante, chaque banc exploité pour la pêche à la canne et chaque jour de pêche pour la pêche à la traîne), et à ce qu'elles soient suffisamment détaillées pour faciliter une évaluation précise des stocks;

b) Les États devraient veiller à ce qu'un système approprié soit appliqué pour vérifier l'exactitude des données relatives aux pêcheries;

c) Les États devraient rassembler des informations relatives aux pêcheries et d'autres données scientifiques pertinentes et les présenter sous une forme convenue et en temps opportun à l'organisation ou arrangement sous-régional ou régional de gestion des pêcheries compétent s'il en existe un. En l'absence d'une telle organisation ou d'un tel arrangement, les États devraient coopérer pour échanger des

données — soit directement soit par l'intermédiaire des autres mécanismes de coopération dont ils auront pu convenir;

d) Les États devraient convenir, dans le cadre des organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux, ou selon d'autres modalités, du type de données à fournir et de la forme sous laquelle celles-ci doivent être présentées, conformément à la présente annexe et compte tenu de la nature des stocks et des modes d'exploitation de ces derniers dans la région. Ces organisations ou arrangements devraient prier les États ou entités non membres ou non participants de fournir des données concernant les activités de pêche pertinentes des navires battant leur pavillon;

e) Ces organisations ou arrangements réunissent les données qu'ils communiquent en temps opportun et sous la forme convenue à tous les États intéressés, selon les modalités où dans les conditions qu'ils ont arrêtées;

f) Les scientifiques de l'État du pavillon et de l'organisation ou arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional compétent devraient analyser les données séparément ou conjointement, selon qu'il convient.

<u>Article 3</u>

<u>Données de base relatives aux pêcheries</u>

1. Les États réunissent et mettent à la disposition de l'organisation ou arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional compétent les types de données ci-après en entrant suffisamment dans le détail pour faciliter une évaluation précise des stocks, selon des procédures convenues :

a) Séries chronologiques relatives aux captures et à l'effort de pêche par pêcherie et par flottille;

b) Quantités pêchées, en nombre ou en poids nominal, ou les deux, par espèce (espèces visées et non visées) selon ce qui convient pour chaque pêcherie. [L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture définit le poids nominal comme l'équivalent en poids vif des débarquements.];

c) Quantités rejetées — y compris des données estimatives si nécessaire — en nombre ou en poids nominal par espèce, selon ce qui convient pour chaque pêcherie;

d) Statistiques relatives à l'effort de pêche, comme il convient pour chaque méthode de pêche;

e) Lieu de pêche, date et heure des prises et autres statistiques sur les opérations de pêche, selon qu'il conviendra.

2. Les États doivent aussi réunir, le cas échéant, et mettre à la disposition de l'organisation ou arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional compétent des informations complémentaires utiles pour l'évaluation des stocks, notamment :

a) La composition des captures (taille, poids et sexe);

b) D'autres données biologiques utiles pour l'évaluation des stocks (âge, croissance, reconstitution, répartition, identité des stocks, etc.); et

c) D'autres études pertinentes (études sur l'abondance des stocks, études sur la biomasse, études hydroacoustiques, études sur les facteurs écologiques qui agissent sur l'abondance des stocks, et études océanographiques et écologiques, etc.).

Article 4

Informations concernant les navires

1. Les États devraient réunir les types de données ci-après sur les navires en vue de normaliser la composition des flottes et la capacité de pêche des navires et de convertir les différentes mesures de l'effort de pêche aux fins de l'analyse des données relatives aux captures et à l'effort de pêche :

a) Identité, pavillon et port d'immatriculation du navire;

b) Type du navire;

c) Caractéristiques du navire (matériau de construction, date de construction, longueur enregistrée, jauge brute, puissance des moteurs principaux, capacité de charge, méthodes de stockage des captures, etc.); et

d) Description des engins de pêche (type, caractéristiques, nombre, etc.).

2. L'État du pavillon réunit les renseignements suivants :

a) Instruments de navigation et de positionnement;

b) Matériel de communication et indicatif radio international;

c) Effectif de l'équipage.

Article 5

Communication de données

Tout État doit veiller à ce que les navires battant son pavillon communiquent à son administration nationale des pêches et, si cela a été convenu, à l'organisation ou

arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional compétent les données consignées dans leur livre de bord concernant les captures et l'effort de pêche, y compris les données relatives aux opérations de pêche hauturière, à intervalles suffisamment rapprochés pour satisfaire à la réglementation nationale et aux obligations régionales et internationales. Ces données sont communiquées au besoin par radio, télex, télécopie ou liaison satellite ou par d'autres moyens.

Article 6

Vérification des données

Les États ou, le cas échéant, les organisations ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux devraient mettre en place des mécanismes pour vérifier les données relatives aux pêcheries, tels que les mécanismes suivants :

a) Vérification de la position au moyen de systèmes de suivi des navires;

b) Programmes d'observation scientifique pour contrôler les captures, l'effort de pêche, la composition des captures (espèces visées et non visées) et d'autres aspects des opérations de pêche;

c) Rapports demandés aux navires sur leurs campagnes, leurs débarquements et leurs transbordements; et

d) Vérification par sondage à quai.

Article 7

Échange de données

1. Les données rassemblées par les États du pavillon doivent être mises à la disposition d'autres États du pavillon et des États côtiers concernés par l'intermédiaire des organisations

ou arrangements de gestion des pêcheries sous-régionaux ou régionaux compétents. Ces organisations ou arrangements réunissent les données qu'ils communiquent en temps opportun et sous la forme convenue à tous les États intéressés, selon les modalités et dans les conditions qu'ils ont arrêtées, tout en préservant la confidentialité des données non agrégées; ils devraient, dans la mesure du possible, mettre au point des systèmes de gestion des bases de données permettant d'accéder facilement à celles-ci.

2. Au niveau mondial, la collecte et la diffusion des données devraient s'effectuer par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Là où il n'existe pas d'organisation ou arrangement de gestion des pêcheries sous-régional ou régional, la FAO pourrait également se charger de la collecte et de la diffusion des données au niveau sous-régional ou régional avec l'accord des États intéressés.

ANNEXE II

DIRECTIVES POUR L'APPLICATION DE POINTS DE RÉFÉRENCE DE PRÉCAUTION AUX FINS DE LA CONSERVATION ET DE LA GESTION DES STOCKS DE POISSONS CHEVAUCHANTS ET DES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS

1. Un point de référence de précaution est une valeur estimative obtenue par une méthode scientifique convenue, qui est fonction de l'état de la ressource et de la pêcherie et qui peut servir de guide aux fins de la gestion des pêcheries.

2. Deux types de points de référence de précaution devraient être utilisés : les points de référence aux fins de la conservation, ou points critiques, et les points de référence aux fins de la gestion, ou points cibles. Les points critiques fixent des limites qui sont destinées à maintenir l'exploitation à un niveau biologiquement sûr permettant d'obtenir le rendement constant maximum. Les points de référence cibles sont destinés à atteindre les objectifs en matière de gestion.

3. Des points de référence de précaution devraient être fixés pour chaque stock en fonction notamment de la capacité de reproduction et de reconstitution du stock en question et des caractéristiques de son exploitation ainsi que des autres causes de mortalité et des facteurs importants d'incertitude.

4. Les stratégies de gestion visent à maintenir ou rétablir les stocks des espèces exploitées, et le cas échéant ceux des espèces associées ou dépendantes, à des niveaux compatibles avec les points de référence de précaution préalablement convenus. Ces points de référence servent à déclencher des mesures de conservation et de gestion préalablement convenues Les stratégies de gestion comprennent aussi des mesures qui peuvent être appliquées lorsque les points de référence de précaution sont près d'être atteints.

5. Les stratégies de gestion des pêcheries font en sorte que le risque de dépassement des points de référence critiques soit très faible. Si un stock tombe, ou risque de tomber, en deçà d'un point de référence critique, des mesures de conservation et de gestion devraient être prises pour aider à sa reconstitution. Les stratégies de gestion des pêcheries font en sorte que les points de référence cibles ne soient pas dépassés en moyenne.

6. Lorsque les données nécessaires pour déterminer les points de référence pour une pêcherie font défaut ou sont insuffisantes, on fixe des points de référence provisoires. Ceux-ci peuvent être établis par analogie avec des stocks comparables mieux connus. En pareils cas, les activités d'observation de la pêcherie sont renforcées de façon à réviser les points de référence provisoires à mesure qu'on dispose de plus de données.

7. Le taux de mortalité due à la pêche qui permet d'assurer le rendement constant maximum devrait être considéré comme un critère minimum pour les points de référence critiques. Pour les stocks qui ne sont pas surexploités, les stratégies de gestion des pêcheries font en sorte que la mortalité due à la pêche ne dépasse pas celle qui correspond au rendement constant maximum et que la biomasse ne tombe pas en deçà d'un seuil préétabli. Pour les stocks surexploités, la biomasse qui permettrait d'obtenir le rendement constant maximum peut servir d'objectif de reconstitution.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO AI FINI DELL'APPLICAZIONE DELLE DISPOSIZIONI DELLA CONVENZIONE DELLE NAZIONI UNITE SUL DIRITTO DEL MARE DEL 10 DICEMBRE 1982 RELATIVE ALLA CONSERVAZIONE ED ALLA GESTIONE DEGLI STOCKS DI PESCI I CUI SPOSTAMENTI AVVENGONO SIA ALL'INTERNO SIA AL DI LA DELLE ZONE ECONOMICHE ESCLUSIVE E DEGLI STOCKS DI PESCI GRANDI MIGRATORI.

Gli Stati parti al presente Accordo,

Ricordando le disposizioni pertinenti della Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982;

Determinati a garantire la conservazione a lungo termine e lo sfruttamento durevole degli stocks di pesci i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori,

Determinati a migliorare la cooperazione tra gli Stati a questo fine;

Lanciando un appello agli Stati di bandiera, agli Stati del porto ed agli Stati costieri affinché facciano rispettare con maggiore efficacia le misure di conservazione e di gestione adottate per questi stocks;

Desiderosi di apportare una soluzione ai problemi identificati nella sezione C del capitolo 17 di Azione 21, adottata dalla Conferenza delle Nazioni Unite per l'ambiente e lo sviluppo , in particolare al fatto che la gestione delle peschiere in alto mare é in molte zone inadeguata e che alcune risorse sono sfruttate in eccesso e prendendo nota in particolare dei seguenti problemi: pesca non regolamentata, equipaggiamenti in eccesso, dimensioni eccessive delle flottiglie, prassi consistente nel cambiare bandiera per sfuggire ai controlli; attrezzature di pesca insufficientemente selettive, mancanza di attendibilità delle banche, dati e cooperazione insufficiente tra gli Stati;

Impegnandosi a praticare una pesca responsabile,

Consapevoli della necessità di evitare di causare danni all'ambiente marino, di preservare la diversità biologica, di mantenere l'integrità degli ecosistemi marini e di ridurre al minimo il rischio di effetti a lungo termine o irreversibili delle operazioni di pesca,

Riconoscendo la necessità di fornire agli Stati in via di sviluppo un'assistenza speciale, in particolare finanziaria, scientifica e tecnica, per consentire loro di concorrere efficacemente alla conservazione, alla gestione ed al durevole sfruttamento degli stocks cui spostamenti avvengono sia .all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori.

Convinti che il modo migliore per conseguire questi obiettivi e contribuire al mantenimento della pace e della sicurezza internazionale, sia di stipulare un accordo ai fini dell'applicazione delle norme pertinenti della Convenzione,

Affermando che le questioni che non sono disciplinate nella Convenzione o nel presente Accordo continuano ad essere regolate dalle regole e dai principi del diritto internazionale generale,

Hanno convenuto quanto segue:

PARTE I

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo primo
Definizioni e sfera di applicazione

1. Ai fini del presente Accordo:

a) Si intende per "Convenzione" la Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982;

b) Per "misure di conservazione e di gestione" s'intendono le misure volte a conservare ed a gestire una o più specie di risorse biologiche marine, adottate ed applicate in maniera compatibile con le regole pertinenti del diritto internazionale come risultanti dalla Convenzione e dal presente Accordo;

c) Il termine"pesce" include i molluschi ed i crostacei ad eccezione di quelli appartenenti alle specie sedentarie come definite all'articolo 77 della Convenzione;

d) per "intesa" s'intende un meccanismo di cooperazione creato in conformità con la Convenzione ed il presente Accordo da due o più Stati al fine di istituire in una sotto-regione o in una regione, misure per la conservazione e la gestione di uno o più stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stock di pesci grandi migratori.

2. a) Per "Stati parti", s'intendono gli Stati che hanno acconsentito a far parte del presente Accordo e nei confronti dei quali quest'ultimo é in vigore;

b) Il presente Accordo si applica mutatis mutandis:

i) ad ogni organo di cui all'articolo 305, paragrafo 1, lettere c), d) ed e) della Convenzione;

ii) Fatto salvo l'articolo 47, ad ogni ente denominato "organizzazione internazionale" nell'articolo primo dell'annesso IX della Convenzione;

che diviene parte al presente Accordo e in tal caso l'espressione "Stati Parti " si applica a tali enti.

3. Il presente Accordo si applica mutatis mutandis agli altri enti di pesca le cui navi si dedicano alla pesca in alto mare.

Articolo 2
Obiettivo

Il presente Accordo mira ad assicurare la conservazione a lungo termine e l'utilizzazione durevole degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stock di pesci grandi migratori, grazie all'applicazione effettiva delle disposizioni pertinenti della Convenzione.

Articolo 3
Applicazione

1. Salvo disposizione contraria, il presente Accordo si applica alla conservazione ed alla gestione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori in zone che non dipendono dalla giurisdizione nazionale ; tuttavia gli articoli 6 e 7 si applicano anche alla conservazione ed alla gestione di questi stocks nelle zone sottoposte alla giurisdizione nazionale, fatti salvi i vari regimi giuridici applicabili ai sensi della Convenzione nelle zone dipendenti dalla giurisdizione nazionali e nelle zone al di là della giurisdizione nazionale.

2. Nell'esercizio dei suoi diritti sovrani ai fini dell'esplorazione e della gestione, della conservazione e della gestione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stock di pesci grandi migratori in zone sottoposte alla sua giurisdizione nazionale, lo Stato costiero applica <u>mutatis mutandis</u> i principi generali enunciati all'articolo 5.

3. Gli Stati tengono debitamente conto della capacità degli Stati in via di sviluppo di applicare gli articoli 5,6,e 7 nelle zone che dipendono dalla loro giurisdizione nazionale, e dei loro bisogni di assistenza come previsto nel presente Accordo. A questo fine, la parte VII si applica <u>mutatis mutandis</u> alle zone che dipendono dalla giurisdizione nazionale.

Articolo 4
Rapporto tra il presente Accordo e la Convenzione

Nessuna disposizione del presente Accordo pregiudica i diritti, la giurisdizione e gli obblighi degli Stati ai sensi della Convenzione. Il presente Accordo é interpretato ed applicato nel contesto della Convenzione ed in maniera compatibile con la stessa.

PARTE II

CONSERVAZIONE E GESTIONE DEGLI STOCKS I CUI SPOSTAMENTI AVVENGONO SIA .ALL'INTERNO SIA AL DI LA DELLE ZONE ECONOMICHE ESCLUSIVE E DEGLI STOCK DI PESCI GRANDI MIGRATORI

Articolo 5
Principi generali

Per provvedere alla conservazione ed alla gestione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stock di pesci grandi migratori, gli Stati costieri e gli Stati che si dedicano alla pesca in alto mare, in esecuzione dell'obbligo di cooperazione loro imposto dalla Convenzione:

a) adottano misure per garantire la durata a lungo termine degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stock di pesci grandi migratori e per favorire il loro sfruttamento ottimale;
b) si accertano che tali misure siano fondate sui dati scientifici affidabili di cui dispongono e siano atte a mantenere o ripristinare gli stocks a livelli tali da garantire il massimo rendimento costante, in considerazione dei fattori economici ed ecologici pertinenti (ivi compresi i bisogni degli Stati in via di sviluppo) e tenendo conto dei metodi in materia di pesca, dell'interdipendenza degli stock e di tutte le norme minime internazionali generalmente raccomandate a livello sub-regionale,regionale o mondiale;

c) applicano l'approccio precauzionale secondo l'articolo 6;

d) valutano l'impatto della pesca e delle altre attività dell'uomo, nonché dei fattori ecologici, sugli stock in oggetto, e sulle specie che appartengono allo stesso ecosistema degli stocks in oggetto e che sono loro affini o dipendenti,

e) adottano, se del caso, misure di conservazione e di gestione nei confronti delle specie che appartengono allo stesso ecosistema degli stocks in oggetto, o che sono loro affini o dipendenti , in vista di mantenere gli stocks di dette specie ad un livello tale che la riproduzione non sia gravemente danneggiata;

f) riducono al minimo l'inquinamento,i rifiuti, gli scarichi, le catture con attrezzature perse o abbandonate, le catture di specie di pesci ed di altre non previste (di seguito denominate specie non previste) nonché l'impatto sulle specie affini o dipendenti, in particolare le specie minacciate di estinzione, grazie a misure che includono per quanto possibile,l'elaborazione e l'utilizzazione di attrezzature e di tecnologie di pesca selettive, senza pericolo per l'ambiente e a carattere di redditività;

g) proteggono la diversità biologica nell'ambiente marino;

h) adottano misure per impedire o far cessare uno sfruttamento o una capacità eccessive e affinché le attività di pesca non raggiungano un livello incompatibile con lo sfruttamento durevole delle risorse ittiche;

i) tengono conto degli interessi dei pescatori che si dedicano alla pesca artigianale ed alla pesca di sussistenza;

j) raccolgono e mettono in comune, in tempo utile, dati completi ed esatti sulle attività di pesca, ed in particolare sulla posizione delle navi, le catture di specie previste e non, ed il pescato, pesca come previsto all'annesso I, nonché le informazioni provenienti da programmi di ricerca nazionali ed internazionali ;

k) incoraggiano e praticano la ricerca scientifica e elaborano tecnologie appropriate a sostegno della conservazione e della gestione delle peschiere;

l) applicano misure di conservazione e di gestione mediante sistemi efficaci di osservazione, di controllo e di sorveglianza e vigilano sulla loro osservanza.

Articolo 6
Attuazione dell'approccio precauzionale

1. Gli Stati applicano largamente l'approccio precauzionale in materia di conservazione, di gestione e di utilizzazione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia .all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori, per proteggere le risorse biologiche marine e preservare l'ambiente marino.

2. Gli Stati adottano tante più precauzioni quanto più i dati sono incerti, poco attendibili o inadeguati. La mancanza di adeguati dati scientifici tutttavia non può essere invocata per omettere di adottare misure di conservazione e di gestione o differirne l'adozione.

3. Per attuare l'approccio precauzionale, gli Stati:

a) migliorano l'adozione di decisioni in materia di conservazione e di gestione delle risorse ittiche, procurandosi e mettendo in comune le informazioni scientifiche disponibili più attendibili ed applicando tecnologie perfezionate per far fronte a rischi ed incertezze;

b) Applicano le direttive enunciate all'annesso II e determinano, sulla base delle informazioni scientifiche più attendibili di cui dispongono, i punti di riferimento per ciascuna razza, nonché i provvedimenti da prendere se tali punti di riferimento vengono oltrepassati ;

c) tengono conto in particolare: delle incertezze circa l'importanza numerica degli stocks ed il ritmo di riproduzione, dei punti di riferimento, dello stato degli stocks rispetto a detti punti, della diffusione e ripartizione della mortalità dovuta alla pesca e dell'impatto delle attività della pesca sulle specie non previste e su quelle affini o dipendenti, nonché delle condizioni oceaniche, ecologiche e socio-economiche esistenti e previste; e

d) elaborano programmi di raccolta di dati e di ricerca, per valutare l'impatto della pesca sulle specie non previste e sulle specie affini o dipendenti e sul loro ambiente, ed adottano i piani necessari per garantire la conservazione di tali specie e proteggere gli habitat specialmente minacciati;

4. Quando i punti di riferimento sono sul punto di essere raggiunti, gli Stati prendono le misure del caso affinché non siano oltrepassati; se tali punti sono oltrepassati, gli Stati prendono immediatamente le misure di preservazione e di gestione supplementari di cui al paragrafo 3 b) al fine di ricostituire gli stock.

5. Quando lo stato degli stocks identificati o delle specie non previste o affini o dipendenti diviene preoccupante, gli Stati rafforzano la sorveglianza su tali stock e specie al fine di valutare il loro stato e l'efficacia delle misure di preservazione e di gestione. Essi rivedono regolarmente queste ultime in funzione dei nuovi dati.

6. Per le nuove peschiere o le peschiere esplorative, gli Stati adottano quanto prima misure di prudenza per la conservazione e la gestione, consistenti nel limitare la quantita delle catture e del pescato . Tali misure rimangono in vigore fino a quando non si siano riuniti dati sufficienti per valutare l'impatto della pesca sulla durata a lungo termine degli stocks ; successivamente potranno essere adottate misure di preservazione e di gestione fondate su questa valutazione. Se del caso, queste ultime misure saranno mirate allo sviluppo progressivo delle peschiere.

7. Se un fenomeno naturale produce effetti nefasti di rilievo sullo stato degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stock di pesci grandi migratori, gli Stati adottano con ogni urgenza misure di conservazione e di gestione affinché l'attività della pesca non aggravi tali effetti nefasti. Tali misure di emergenza saranno altresi' adottate quando l'attività della pesca mette a repentaglio la durata degli stocks. Le misure di emergenza hanno carattere temporaneo e si basano sui dati scientifici più attendibili di cui questi Stati dispongono.

Articolo 7

Compatibilità delle misure di conservazione e di gestione

1. Fatti salvi i diritti sovrani che la Convenzione riconosce agli Stati costieri ai fini dell'esplorazione, della conservazione e della gestione delle risorse biologiche marine nelle zone sottoposte alla loro giurisdizione nazionale e fatto salvo il diritto di tutti gli Stati di autorizzare i loro cittadini a praticare la pesca in alto mare in conformità con la Convenzione:

a) trattandosi di stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori, gli Stati costieri interessati e gli Stati i cui cittadini sfruttano tali stock in un settore adiacente dell'alto mare, faranno ogni sforzo sia direttamente sia tramite i meccanismi di cooperazione appropriati previsti nella parte III per intendersi sulle misure necessarie per la conservazione di tali stock nel settore adiacente dell'alto mare;

b) trattandosi di stocks di pesci grandi migratori, gli Stati costieri interessati e gli altri Stati i cui cittadini sfruttano questi stocks nella regione, coopereranno sia direttamente sia attraverso i meccanismi di cooperazione appropriati previsti nella parte III per assicurare la conservazione e favorire lo sfruttamento ottimale di questi stock nell'insieme della regione, sia nelle zone sottoposte alla giurisdizione nazionale sia al di là delle stesse.

2. Le misure di conservazione e di gestione istituite per l'alto mare e quelle adottate per le zone sottoposte alla giurisdizione nazionale devono essere compatibili per assicurare la conservazione e la gestione dell'insieme degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori. A tal fine, gli Stati costieri e gli Stati che praticano la pesca in alto mare hanno l'obbligo di cooperare in vista di adottare misure compatibili per quanto riguarda questi stocks. Per stabilire le misure di conservazione e di gestione compatibili, gli Stati:

a) tengono conto delle misure di conservazione e di gestione adottate ed applicate secondo l'articolo 61 della Convenzione, dagli Stati costieri per gli stessi stocks nelle zone sottoposte alla loro giurisdizione nazionale e vigilano affinché le misure istituite in alto mare per queste razze non nuociano alla loro efficacia;
b) tengono conto delle misure preliminarmente stabilite di comune accordo ed applicate per l'alto mare, secondo la Convenzione, dagli Stati costieri interessati e dagli Stati che praticano la pesca in alto mare riguardo agli stessi stocks ;
c) tengono conto delle misure preliminarmente stabilite di comune accordo ed applicate per l'alto mare secondo la Convenzione, da un'organizzazione o intesa sub-regionale o regionale di gestione di peschiere riguardo agli stessi stocks;

d) tengono conto dell'unità biologica e delle altre caratteristiche biologiche degli stock e dei rapporti tra la ripartizione degli stock, le peschiere e le particolarità geografiche della regione interessata, ivi compresa la rilevanza quantitativa di questi stocks ed il loro grado di sfruttamento nelle zone sottoposte alla giurisdizione nazionale;
e) tengono conto della misura in cui gli Stati costieri e gli Stati che praticano la pesca in alto mare sono tributari degli stock in questione; e
f) si accertano che tali misure non abbiano effetti nocivi sull'insieme delle risorse biologiche marine.

3. Per adempiere all'obbligo di cooperare che incombe loro, gli Stati fanno il possibile per intendersi, in tempi ragionevoli, sulle misure di conservazione e di gestione compatibili.

4. Se gli Stati interessati non possono intendersi in tempi ragionevoli, uno qualsiasi tra di loro può invocare le procedure per la soluzione delle controversie previste nella parte VIII.

5. Nelle more di un accordo su misure di conservazione e di gestione compatibili, gli Stati interessati,faranno il possibile, in uno spirito di conciliazione e di cooperazione, per stabilire intese provvisorie di ordine pratico. Se non riescono a raggiungere un accordo su tali intese, uno di essi potrà sottoporre la controversia ad una Corte o ad un tribunale in vista di ottenere misure cautelari , secondo le procedure di soluzione delle controversie previste nella parte VIII.

6. Le intese provvisorie convenute o le misure cautelari stabilite secondo il paragrafo 5 devono essere compatibili con le disposizioni della presente parte e devono tenere debitamente conto dei diritti e degli obblighi di tutti gli Stati interessati; esse non devono compromettere né intralciare la conclusione di un accordo definitivo su misure di conservazione e di gestione compatibili e non devono pregiudicare il risultato finale delle procedure di soluzione delle controversie eventualmente intraprese.

7. Gli Stati costieri informano regolarmente, sia direttamente, sia tramite le organizzazioni o intese di gestione delle peschiere sub-regionali o regionali competenti, sia con altri mezzi appropriati, gli Stati che praticano la pesca in alto mare nella regione o nella sub-regione, delle misure che hanno adottato riguardo a stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stock di pesci grandi migratori nelle zone sottoposte alla loro giurisdizione nazionale.

8. Gli Stati che praticano la pesca in alto mare informano regolarmente, sia direttamente, sia tramite le organizzazioni o intese di gestione delle peschiere sub-regionali o regionali competenti, o con altri mezzi appropriati, gli altri Stati interessati le misure che hanno adottato per regolamentare le attività delle navi battenti la loro bandiera che sfruttano tali stocks in alto mare.

PARTE III
MECCANISMI DI COOPERAZIONE INTERNAZIONALE PER GLI STOCKS I CUI SPOSTAMENTI AVVENGONO SIA ALL'INTERNO SIA AL DI LA DELLE ZONE ECONOMICHE ESCLUSIVE E GLI STOCKS DI PESCI GRANDI MIGRATORI.

Articolo 8
Cooperazione in materia di conservazione e di gestione

1.Gli Stati costieri e gli Stati che praticano la pesca in alto mare, in conformità con la Convenzione, cooperano per quanto riguarda gli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e gli stocks di pesci grandi migratori , sia direttamente sia attraverso organizzazioni o intese di gestione di peschiere sub-regionali o regionali competenti, in considerazione delle caratteristiche specifiche della regione o sub-regione, per garantire efficacemente la conservazione e la gestione di tali stocks .

2..Gli Stati intraprendono consultazioni in buona fede e senza indugio,in particolare quando vi sia motivo di ritenere che gli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e gli stocks di pesci grandi migratori sono minacciati da uno sfruttamento abusivo o quando venga installata una nuova peschiera per questi stocks. A tal fine possono esser iniziate consultazioni dietro richiesta di ogni Stato interessato, per la formulazione di intese appropriate volte a garantire la conservazione e la gestione degli stocks . Nell'attesa di convenire tali intese, gli Stati applicano le norme del presente Accordo ed agiscono in buona fede, tenendo debitamente conto dei diritti, interessi ed obblighi degli altri Stati.

3. Quando un'organizzazione o un'intesa di gestione di peschiere, sub-regionale o regionale, ha competenza ad istituire misure di conservazione e di gestione per taluni stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e gli stocks di pesci grandi migratori, gli Stati che sfruttano questi stock in alto mare e gli Stati costieri interessati debbono cooperare e divenire membri di questa organizzazione - o partecipanti di tale intesa - oppure accettare di applicare le misure di conservazione e di gestione stabilite dall'organizzazione o dall'intesa. Gli Stati che hanno un interesse concreto nelle peschiere in questione possono divenire membri dell'organizzazione o partecipanti all'intesa. Le norme che disciplinano l'ammissione all'organizzazione o all'intesa non impediscono a tali Stati di divernirne membri o partecipanti; esse non saranno in nessun caso applicate in maniera discriminante nei confronti di qualsiasi Stato o gruppo di Stati aventi un interesse concreto nelle peschiere in questione.

4. Hanno accesso alle risorse ittiche oggetto di tali misure solo gli Stati che sono membri dell' organizzazione o partecipanti dell'intesa, o che accettano di applicare le misure di conservazione e di gestione istituite dall'organizzazione o dall'intesa.

5. In mancanza di un'organizzazione o di un'intesa di gestione di peschiere, sub-regionale o regionale abilitata ad istituire misure di conservazione e di gestione per una determinato stock i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive o di pesci grandi migratori, gli Stati costieri interessati e gli Stati che sfruttano questo stock in alto mare, nella regione o nella sub-regione, cooperano in vista di creare tale organizzazione o di prendere altri accordi appropriati per garantire la conservazione e la gestione di questo stocks e partecipano ai lavori dell'organizzazione o dell'intesa.

6. Ogni Stato che intende proporre che un'organizzazione intergovernativa competente proponga misure relativamente alle risorse biologiche, e nel caso in cui tali misure potrebbero avere un effetto rilevante su misure di conservazione e di gestione già stabilite da un'organizzazione competente o intesa di gestione di peschiere sub-regionale o regionale, deve consultare i membri dell'organizzazione o i partecipanti all' intesa tramite l'organizzazione o l'intesa. Nella misura del possibile, le consultazioni devono aver luogo prima che la proposta sia presentata all'organizzazione intergovernativa.

Articolo 9
Organizzazioni e intese di gestione di peschiere sub-regionali o regionali

1. Quando creano organizzazioni o stipulano intese di gestione di peschiere sub-regionali o regionali per stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e stocks di pesci grandi migratori, gli Stati determinano inter alia quanto segue:

a) gli stocks cui si applicano le misure di conservazione e di gestione in considerazione delle loro caratteristiche biologiche e della natura delle peschiere in questione;
b) la zona di applicazione, in considerazione del paragrafo 1 dell'articolo 7 e delle caratteristiche della sub-regione o della regione, ivi compresi i fattori socio-economici,geografici ed ecologici;
c) i collegamenti tra le attività della nuova organizzazione o della nuova intesa ed il ruolo, gli obiettivi e le operazioni delle organizzazioni o intese di gestione di peschiere esistenti;
d) i meccanismi con il quali l'organizzazione o l'intesa otterrà pareri scientifici ed esaminerà lo stato delle razze, ivi compreso se del caso la creazione di un organismo consultivo scientifico.

2. Gli Stati che collaborano alla creazione di un'organizzazione o di un'intesa di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, informano di detta collaborazione gli altri Stati che hanno, a loro conoscenza, un interesse concreto nelle attività dell 'organizzazione o dell'intesa prevista.

Articolo 10
Funzioni delle organizzazioni o intese di gestione di peschiere sub-regionali o regionali

Per adempiere al loro obbligo di cooperare nel quadro di organizzazioni o di intese di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, gli Stati:

a) stabiliscono di comune accordo misure di conservazione e di gestione e vi si conformano per garantire la durata a lungo termine degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori;
b) stabiliscono di comune accordo, se del caso, diritti di partecipazione, quali il quantitativo accettabile di catture o il livello del pescato;
c) adottano ed applicano tutte le le norme internazionali minime generalmente raccomandate per svolgere le operazioni di pesca in modo responsabile;
d) ottengono informazioni scientifiche e le valutano, esaminano lo stato degli stocks , valutando l'impatto della pesca sulle specie non previste o sulle specie affini o dipendenti;
e) stabiliscono di comune accordo norme per la raccolta, la comunicazione, la verifica e lo scambio di dati sullo sfruttamento degli stocks ;
f) raccolgono e pubblicizzano dati statistici precisi e completi, come indicato nell'annesso I, per poter disporre dei dati scientifici maggiormente attendibili, pur preservandone, se del caso, la riservatezza;
g) incoraggiano e effettuano valutazioni scientifiche degli stocks nonché attività di ricerca pertinenti, e ne pubblicizzano i risultati;
h) instaurano meccanismi di cooperazione appropriati in materia di osservazione, di controllo, di sorveglianza e di polizia;
i) stabiliscono di comune accordo i mezzi adatti per tenere conto degli interessi in materia di pesca dei nuovi membri dell'organizzazione o dei nuovi partecipanti all'intesa;
j) stabiliscono di comune accordo meccanismi decisionali per facilitare l'adozione di misure di conservazione e di gestione in tempo debito ed in modo efficace;
k) incoraggiano la soluzione pacifica delle controversie secondo la parte VIII;
l) fanno in modo che che i loro organismi nazionali competenti e le loro industrie cooperino pienamente all'applicazione delle raccomandazioni e delle decisioni dell'organizzazione o dell'intesa; e
m) pubblicizzano adeguatamente le misure di conservazione e di gestione stabilite dall'organizzazione o dall'intesa.

Articolo 11
Nuovi membri o partecipanti

Nel determinare la natura e la portata dei diritti di partecipazione dei nuovi membri di un'organizzazione o di un'intesa di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, o dei nuovi partecipanti ad un'intesa di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, gli Stati considerano in particolare:

a) lo stato degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori ed il livello del pescato nella zona di pesca;
b) gli interessi, i metodi in materia di pesca e le modalità di pesca dei membri o dei partecipanti vecchi e nuovi;
c) il contributo dei membri o dei partecipanti vecchi e nuovi, rispettivamente, alla conservazione ed alla gestione degli stocks, alla raccolta ed alla comunicazione di dati esatti ed alle ricerche scientifiche svolte sugli stocks;
d) i bisogni delle comunità costiere di pescatori fortemente tributarie della pesca di questi stocks ;
e) i bisogni degli Stati costieri la cui economia é pesantemente tributaria dello sfruttamento delle risorse biologiche marine;
f) gli interessi degli Stati in via di sviluppo della sub-regione o della regione, quando gli stock si trovano ugualmente in zone sottoposte alla loro giurisdizione nazionale.

Articolo 12
Trasparenza delle attività svolte da organizzazioni o intese di gestione di peschiere sub-regionali e regionali

1. Gli Stati vigilano sulla trasparenza dei meccanismi decisionali e delle altre attività delle organizzazioni o intese di gestione di peschiere sub-regionali e regionali.

2. I rappresentanti di altre organizzazioni intergovernative e di organizzazioni non governative interessate agli gli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e gli stocks di pesci grandi migratori devono avere la possibilità di partecipare alle riunioni delle organizzazioni e delle intese di gestione di peschiere, sub-regionali e regionali, in qualità di osservatori o sotto altra veste, a seconda delle convenienze, in conformità con le procedure dell'organizzazione o intesa in questione. Le procedure non dovranno essere eccessivamente restrittive al riguardo. Tali organizzazioni intergovernative e non governative dovranno poter aver accesso in tempo utile alle pratiche ed ai rapporti delle organizzazioni ed intese, fatte salve le regole di procedura che regolamentano l'accesso a tali carte e rapporti.

Articolo 13
Potenziamento delle organizzazioni e delle intese esistenti

Gli Stati cooperano per potenziare le organizzazioni o intese di gestione di peschiere sub-regionali e regionali esistenti, per migliorare la loro efficienza ai fini dell'adozione e dell'attuazione di misure di conservazione e di gestione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e gli stocks di pesci grandi migratori.

Articolo 14
Raccolta e comunicazione di informazioni e cooperazione in materia di ricerca scientifica

1. Gli Stati si accertano che i pescherecci battenti la loro bandiera comunichino loro le informazioni che potrebbero essere necessarie per l'adempimento degli obblighi ai sensi del presente Accordo. A tal fine gli Stati, in conformità con l'annesso I:
a) raccolgono e scambiano dati scientifici, tecnici e statistici relativi allo sfruttamento degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e gli stocks di pesci grandi migratori;
b) vigilano affinché i dati raccolti siano sufficientemente dettagliati per agevolare una precisa valutazione degli stocks e siano comunicati in tempo debito per far fronte ai bisogni delle organizzazioni o intese di gestione di peschiere, sub-regionali o regionali;
c) prendono le misure necessarie per verificare l'esattezza di questi dati.

2. Gli Stati cooperano sia direttamente sia attraverso le organizzazioni o intese di gestione di peschiere, sub-regionali o regionali, in vista di:
a) stabilire di comune accordo il tipo di dati da fornire e la forma di presentazione degli stessi a tali organizzazioni o intese, in considerazione della natura degli stocks e del loro sfruttamento;
b) elaborare ed utilizzare di comune accordo tecniche di analisi e metodi di valutazione degli stocks per migliorare le misure di conservazione e di gestione degli stocks di pesci accavallanti e delle razze di pesci grandi migratori.

3. In applicazione della parte XIII della Convenzione, gli Stati cooperano, sia direttamente sia tramite le organizzazioni internazionali competenti, al potenziamento dei mezzi di ricerca scientifica nel settore della pesca, ed incoraggiano la ricerca scientifica relativa alla conservazione ed alla gestione degli gli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e gli stocks di pesci grandi migratori nell'interesse generale. A tal fine, uno Stato o l'organizzazione internazionale competente che procede a tali ricerche al di là delle zone sottoposte alla giurisdizione nazionale si adopera per agevolare la pubblicazione e la comunicazione, a tutti gli Stati interessati, dei risultati delle ricerche, nonché delle informazioni sui suoi metodi ed obiettivi, e, per quanto possibile, agevola la partecipazione di esperti scientifici di detti Stati alle ricerche in questione.

Articolo 15
Mari chiusi e semi chiusi

Nell'applicare il presente Accordo in un mare chiuso o semichiuso, gli Stati tengono conto delle caratteristiche naturali di detto mare ed agiscono in maniera compatibile con la parte IX della Convenzione e con le altre norme pertinenti di quest'ultima.

Articolo 16

Settori dell'alto mare completamente circondati da una zona sottoposta alla giurisdizione nazionale di un solo Stato.

1. Gli Stati che sfruttano gli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e stocks di pesci grandi migratori in un settore dell'alto mare completamente circondato da una zona sottoposta alla giurisdizione nazionale di un unico Stato, e quest'ultimo Stato, cooperano per istituire misure di conservazione e di gestione per quanto concerne detti stocks in alto mare. In considerazione delle caratteristiche naturali del settore considerato, gli Stati si sforzano in particolare di istituire, in applicazione dell'articolo 7, misure di conservazione e di gestione compatibili per quanto concerne questi stocks . Le misure adottate per l'alto mare devono tener conto dei diritti, degli obblighi e degli interessi dello Stato costiero ai sensi della Convenzione; esse si basano sui dati scientifici più attendibili di cui si dispone e devono tener conto di ogni misura di conservazione e di gestione adottata ed applicata dallo Stato costiero per questi stocks nelle zone sottoposte alla sua giurisdizione nazionale, in conformità con l'articolo 61 della Covnenzione. Gli Stati convengono inoltre le misure di osservazione, di controllo di monitoraggio e di polizia per garantire il rispetto delle misure di conservazione e di gestione concernenti l'alto mare.

2. In conformità con l'articolo 8, gli Stati agiscono in buona fede e fanno il possibile per stabilire di comune accordo misure di conservazione e di gestione da applicare in occasione delle operazioni di pesca nel settore di cui al paragrafo 1. Se gli Stati che si dedicano alla pesca, e lo Stato costiero interessato, non raggiungono un accordo su tali misure in tempi ragionevoli essi applicano, fatto salvo il paragrafo 1, i paragrafi 4, 5 e 6 dell'articolo 7 vertenti sulle intese provvisorie o le misure cautelari . Nelle more dell'adozione di tali intese provvisorie o misure cautelari , gli Stati interessati adottano per quanto concerne i pescherecci battenti la loro bandiera, le misure necessarie affinché che questi ultimi non possano praticare una pesca di natura tale da nuocere agli stocks in questione.

PARTE IV

STATI NON MEMBRI E STATI NON PARTECIPANTI

ARTICOLO 17

Stati non membri di organizzazioni e Stati non partecipanti ad intese

1. Uno Stato che non é membro di un'organizzazione e che non partecipa ad un'intesa di gestione di peschiere sub-regionale o regionale, e che non accetta di applicare le misure di conservazione e di gestione istituite da questa organizzazione o intesa, non é svincolato dall'obbligo di cooperare secondo la Convenzione ed il presente Accordo, alla conservazione ed alla gestione degli gli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e gli stocks di pesci grandi migratori.

2. Tale Stato non autorizza i pescherecci che battono la sua bandiera a praticare la pesca di stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e di stocks di pesci grandi migratori soggetti alle misure di conservazione e di gestione stabilite da tale organizzazione o intesa.

3. Gli Stati che sono membri di un'organizzazione o che partecipano ad un'intesa sub-regionale o regionale di gestione di peschiere, chiedono separatamente, o insieme agli enti di pesca di cui al paragrafo 3 dell'articolo primo che hanno pescherecci nella zona interessata, di cooperare pienamente con l'organizzazione o intesa ai fini dell'applicazione delle misure di conservazione e di gestione istituite da questi ultimi, affinché tali misure siano de facto applicate il più ampiamente possibile alle attività di pesca nella zona interessate. Tali enti ricaveranno dalla loro partecipazione alla pesca vantaggi commisurati al loro impegno di rispettare le misure di conservazione e di gestione per gli stocks in oggetto.

4. Gli Stati che sono membri di detta organizzazione o che partecipano a questa intesa scambiano informazioni sulle attività dei pescherecci battenti la bandiera di Stati che non sono membri dell'organizzazione o partecipanti all'intesa e che praticano la pesca degli stocks in questione. Essi adotteranno misure, in conformità al presente Accordo ed al diritto internazionale, in vista di dissuadere queste navi dal praticare attività tali da pregiudicare l'efficacia delle misure sub-regionali o regionali di conservazione e di gestione.

PARTE V

OBBLIGHI DELLO STATO DI BANDIERA

Articolo 18
Obblighi dello Stato di bandiera

1. Gli Stati che hanno navi che pescano in alto mare, prendono le misure necessarie affinché quelle che battono la loro bandiera osservino le misure sub-regionali e regionali di conservazione e di gestione e non svolgano alcuna attività tale da pregiudicarne l'efficacia.

2. Gli Stati autorizzano che navi battenti la loro bandiera siano utilizzate per praticare la pesca in alto mare, solo quando sono in grado di adempiere efficacemente le responsabilità che incombono loro ai sensi della Convenzione e del presente Accordo per quanto concerne queste navi.

3. In particolare gli Stati adottano, relativamente alle navi che battono la loro bandiera, le seguenti misure:

a) applicano il controllo di queste navi in alto mare per mezzo di permessi, autorizzazioni e licenze di pesca in conformità con le procedure eventualmente adottate a livello sub-regionae, regionale o mondiale;

b) adottano regolamenti al fine di:

i) accompagnare le licenze, autorizzazioni o licenze di pesca con clausole e condizioni tali da consentir loro di adempiere a tutti gli obblighi eventualmente sottoscritti a livello sub-regionale, regionale o mondiale;
ii) vietare a queste navi di pescare in alto mare, quando sono sprovviste di una licenza o autorizzazione in buona e debita forma, o di pescare in alto mare secondo modalità diverse da quelle stabilite nelle licenze, autorizzazioni o permessi;
iii) esigere dalle navi che pescano in alto mare che abbiano sempre a bordo la loro licenza, autorizzazione o permesso e che presentino questo documento per l'ispezione, dietro richiesta di ogni persona debitamente abilitata;
iv) vigilare affinché tali navi non pratichino, senza autorizzazione, la pesca nelle zone sottoposte alla giurisdizione nazionale di altri Stati;

c) tengono un registro nazionale dei pescherecci autorizzati a pescare in alto mare, e prendono le misure necessarie affinché gli Stati direttamente interessati che lo richiedono possano avere accesso alle informazioni figuranti in detto registro, in considerazione dellr norme interne dello Stato di bandiera sulla comunicazione di dette informazioni;

d) regolamentano la marcatura delle navi e delle attrezzature di pesca ai fini della loro identificazione, secondo sistemi uniformi e riconosciuti a livello internazionale , come le Specifiche tipo dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura per la marcatura e l'identificazione dei pescherecci;

e) istituiscono regole per la tenuta e la comunicazione in tempo utile dei registri indicanti la posizione delle navi, le catture di specie previste e non previste, il pescato ed altri dati pertinenti relativi alla pesca, in conformità con le norme sub-regionali, regionali e mondiali che disciplinano la raccolta di questi dati;

f) istituiscono regole per la verifica delle note di cattura di specie previste e non previste con i seguenti mezzi: programmi di osservazione e d'ispezione, rapporti di scarico, supervisione dei trasbordi, controllo delle catture sbarcate e monitoraggio delle statistiche del mercato;

g) procedono all'osservazione, al controllo ed alla sorveglianza di queste navi, delle loro attività di pesca e delle attività connesse, in particolare mediante:

i) l'attuazione di meccanismi d'ispezione nazionali e di meccanismi sub-regionali e regionali di cooperazione in materia di polizia secondo gli articoli 21 e 22 , prevedendo in particolare l'obbligo, per queste navi, di autorizzare l'accesso a bordo di ispettori debitamente abilitati da altri Stati;

ii) l'attuazione di programmi di osservazione nazionali e di programmi di osservazione sub-regionali e regionali con la partecipazione dello Stato di bandiera, prevedendo in particolare l'obbligo per queste navi di autorizzare l'accesso a bordo di osservatori di altri Stati, per possano esercitare le funzioni definite nei programmi;

iii) l'elaborazione e l'attuazione di sistemi di sorveglianza delle navi, ivi compreso, se del caso, sistemi appropriati di comunicazione via satellite, secondo tutti i programmi nazionali ed i programmi stabiliti a livello sub-regionale, regionale o mondiale tra gli Stati interessati;

h) regolamentano i trasbordi in alto mare per fare in modo che l'efficacia delle misure di conservazione e di gestione non sia compromessa; e

i) regolamentanole attività di pesca per garantire il rispetto delle misure sub-regionali, regionali o mondiali, comprese quelle volte a ridurre al minimo le catture di specie non previste.

4. Quando é in vigore un sistema di controllo e di sorveglianza convenuto a livello sub-regionale, regionale o mondiale, gli Stati si accertano che le misure che impongono alle navi battenti la loro bandiera siano compatibili con detto sistema.

PARTE VI

OSSERVANZA DELLA REGOLAMENTAZIONE E REPRESSIONE DELLE INFRAZIONI

Articolo 19

Osservanza della regolamentazione e poteri della polizia dello Stato di bandiera

1. Ogni Stato vigila affinché le navi battenti la sua bandiera rispettino le misure sub-regionali e regionali di conservazione e di gestione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori. A tal fine, esso:

a) fa rispettare queste misure a prescindere dal luogo dell'infrazione;
b) svolge immediatamente, quando sia allegata un'infrazione alle misure sub-regionali o regionali di conservazione e di gestione, un'inchiesta approfondita che può comportare un'ispezione delle navi in questione, e fa rapporto senza indugio sullo svolgimento e sui risultati di questa inchiesta allo Stato che ha allegato l'infrazione, nonché all'organizzazione o intesa sub-regionale o regionale competente;
c) esige da ogni nave battente la sua bandiera che comunichi alle autorità incaricate dell'inchiesta, informazioni relative alla sua posizione, alle sue catture, alle sue attrezzature di pesca, alle sue operazioni di pesca ed alle sue attività connesse nella zona della presunta infrazione;
d) Se é convinto di disporre di prove sufficienti rispetto alla presunta infrazione, lo Stato adisce le sue autorità competenti affinché sia intrapresa senza indugio un'azione legale in base al suo diritto interno e, se del caso, immobilizza la nave in questione; e
e) vigila affinchè ogni nave che risulti aver commesso, secondo il suo diritto interno, un'infrazione grave a tali misure non pratichi più operazioni di pesca in alto mare fino a quando non siano eseguite tutte le sanzioni imposte dallo Stato di bandiera per questa infrazione

2. Tutte le inchieste e procedure giudiziarie dovranno essere svolte nei tempi più brevi possibili. Le sanzioni previste per le infrazioni dovranno essere sufficientemente rigorose da far rispettare le misure di conservazione e di gestione e scoraggiare le infrazioni in qualsiasi luogo siano esse commesse, e depriveranno gli autori delle infrazioni dei ricavi derivanti dalle loro attività illegali. Le misure applicabili ai capitani e ad altri ufficiali dei pescherecci includono misure che possono autorizzare, tra l'altro, il rifiuto, il ritiro o la sospensione dell'autorizzazione di esercitare le funzioni di capitano o di ufficiale a bordo di queste navi.

Articolo 20
Cooperazione internazionale in materia di polizia

1. Gli Stati cooperano, sia direttamente sia attraverso organizzazioni o intese di gestione di peschiere, sub-regionali o regionali, per garantire l'osservanza e l'applicazione delle misure sub-regionali e regionali di conservazione e di gestione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori.

2. Lo Stato di bandiera che indaga su ogni presunta infrazione delle misure di conservazione e di gestione degli stocks i cui spostamenti si effettuano sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori può sollecitare l'assistenza di ogni altro Stato la cui cooperazione potrebbe essere utile per la conduzione dell'inchiesta. Tutti gli Stati si sforzano di accedere alle richieste ragionevoli formulate dallo Stato di bandiera nel quadro di detta inchiesta.

3. Le inchieste possono essere svolte dallo Stato di bandiera direttamente in cooperazione con gli altri Stati interessati o tramite l'organizzazione o intesa sub-regionale o regionale di gestione delle peschiere. A tutti gli Stati interessati o colpiti dalla presunta infrazione, saranno fornite informazioni sullo svolgimento ed i risultati dell'inchiesta.

4. Gli Stati si prestano reciprocamente assistenza per identificare le navi che possono aver praticato attività tali da pregiudicare l'efficacia delle misure sub-regionali regionali o mondiali di conservazione e di gestione.

5. Nella misura in cui le loro leggi e regolamenti interni li autorizzano, gli Stati prendono accordi per comunicare alle autorità incaricate delle azioni legali in altri Stati, le prove relative alle presunte infrazioni di tali misure.

6. Qualora vi siano validi motivi di ritenere che una nave che si trova in alto mare, abbia praticato la pesca senza autorizzazione in una zona sottoposta alla giurisdizione di uno Stato costiero,lo Stato di bandiera procede immediatamente, a richiesta dello Stato costiero interessato, ad una inchiesta approfondita. Lo Stato di bandiera coopera con lo Stato costiero per prendere le misure di coercizione appropriate nella fattispecie e può abilitare le autorità competenti di quest'ultimo Stato a fermare la nave in alto mare per ispezionarla. Il presente paragrafo non pregiudica l'articolo 111 della Covnenzione.

7. Gli Stati parti che sono membri di un'organizzazione o che partecipano ad un'intesa sub-regionale o regionale di gestione di peschiere, possono adottare misure in conformità al diritto internazionale (in particolare facendo appello alle procedure stabilite a tal fine a livello sub-regionale o regionale) per dissuadere le navi che hanno praticato attività pregiudizievoli dell'efficacia delle misure di conservazione e di gestione stabilite da tale organizzazione o intesa o che costituiscono un'infrazione a tali misure, dal praticare la pesca in alto mare nella sub-regione o nella regione fino a quando lo Stato di bandiera non abbia adottato le misure appropriate.

Articolo 21
Cooperazione sub-regionale e regionale in materia di polizia

1. In ogni settore dell'alto mare sottoposto ad una organizzazione o intesa di gestione di peschiere sub-regionale o regionale, qualsiasi Stato parte membro di tale organizzazione o partecipante a tale intesa può, attraverso i suoi ispettori debitamente abilitati, fermare i pescherecci battenti la bandiera di un altro Stato parte del presente Accordo per ispezionarli secondo il par.2, a prescindere che detto Stato parte sia o non sia membro dell'organizzazione o partecipante all'intesa, in vista di assicurare il rispetto delle misure di conservazione e di gestione degli stocks i cui spostamenti si effettuano sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori, come stabilito da detta organizzazione o intesa.

2. Gli Stati stabiliscono, tramite le organizzazioni o intese di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, le procedure per il fermo e l'ispezione secondo il paragrafo 1, nonché le procedure per l'attuazione delle altre norme del presente articolo. Tali procedure sono conformi al presente articolo ed alle procedure di base definite all'articolo 22 e non sono discriminatorie nei confronti degli Stati che non sono membri dell'organizzazione né partecipanti all'intesa in questione. Sarà proceduto a tale fermo ed ispezione, nonché ad ogni altra misura di coercizione, in conformità alle procedure di cui sopra. Gli Stati pubblicizzano adeguatamente le procedure stabilite secondo il presente paragrafo.

3. Se, entro due anni dall'adozione del presente Accordo, un'organizzazione o intesa non ha istituito tali procedure, si procederà, nelle more della loro istituzione, al fermo ed all'ispezione ai sensi del paragrafo 1 nonché ad ogni altra misura di coercizione adottata in seguito in conformità con il presente articolo e le procedure di base definite all'articolo 22.

4. Prima di adottare misure secondo il presente articolo, lo Stato che procede all'ispezione, sia direttamente sia tramite l'organizzazione competente o intesa sub-regionale o regionale di gestione di peschiere , informa tutti gli Stati le cui navi praticano la pesca in alto mare nella sub-regione o nella regione, del tipo di identificazione di cui sono portatori i suoi ispettori debitamente abilitati. Le navi utilizzate per il fermo e l'ispezione recano marchi esterni che indicano chiaramente la loro destinazione ad un servizio pubblico. Nel divenire parte del

presente Accordo, ogni Stato designa l'autorità competente a ricevere le notifiche in conformità con il presente articolo e pubblicizza adeguatamente tale designazione attraverso l'organizzazione o l'intesa di gestione di peschiere sub-regionali o regionali competente.

5. Se, dopo il fermo e l'ispezione, vi sono validi motivi di ritenere che una nave abbia praticato un'attività pregiudizievole delle misure di conservazione e di gestione di cui al paragrafo 1, lo Stato che ha proceduto all'ispezione riunisce , se del caso, gli elementi di prova ed informa senza indugio lo Stato di bandiera della presunta infrazione.

6. Lo Stato di bandiera risponde alla notifica di cui al paragrafo 5 entro tre giorni feriali dal momento in cui l'ha ricevuta , oppure entro ogni altro termine imposto dalle procedure stabilite secondo il par. 2 , e deve:

a) eseguire immediatamente l'obbligo impostogli dall'articolo 19 di procedere ad un'inchiesta e, se gli elementi di prova lo giustificano, adottare misure di coercizione contro la nave, nel qual caso informa sollecitamente lo Stato che ha effettuato l'ispezione, dei risultati dell'inchiesta e, se del caso, delle misure di coercizione che ha adottato; oppure

b) autorizzare lo Stato che ha proceduto all'ispezione a svolgere un'inchiesta.

7. Dopo che lo Stato di bandiera ha autorizzato lo Stato che ha effettuato l'ispezione ad indagare su un presunto reato, quest'ultimo comunica immediatamente al primo Stato i risultati dell'inchiesta. Se gli elementi di prova lo giustificano, lo Stato di bandiera deve adottare misure di coercizione contro la nave Oppure, lo Stato di bandiera può autorizzare lo Stato che ha effettuato l'ispezione a prendere, nei confronti della nave, le misure di coercizione che lo stesso Stato di bandiera ha stabilito secondo i diritti e gli obblighi derivantigli dal presente Accordo.

8. Se, a seguito del fermo e dell'ispezione, vi sono motivi validii di ritenere che una nave abbia commesso una grave infrazione e che lo Stato di bandiera non abbia risposto o non abbia adottato le misure stabilite ai paragrafi 6 o 7, gli ispettori possono rimanere a bordo della nave e riunire gli elementi di prova, esigendo dal capitano che collabori ad un supplemento d'inchiesta , anche se del caso conducendo immediatamente la nave nel porto appropriato più vicino, oppure in ogni altro porto eventualmente specificato nelle procedure stabilite secondo il paragrafo 2. Lo Stato che effettua l'ispezione informa immediatamente lo Stato di bandiera del nome del porto dove la nave deve essere condotta. Lo Stato che ha effettuato l'ispezione, e lo Stato di bandiera e, se del caso, ,lo Stato del porto prendono tutti i provvedimenti necessari per proteggere il benessere dei membri dell'equipaggio, a prescindere dalla loro nazionalità.

9. Lo Stato che effettua l'ispezione informa lo Stato di bandiera e l'organizzazione competente o i partecipanti alla intesa competente dei risultati di ogni complemento d'inchiesta.

10. Lo Stato che effettual'ispezione esige dai suoi osservatori che osservino le regole, le procedure e le prassi internazionali generalmente accettate per quanto concerne la sicurezza della nave e dell'equipaggio, che intralcino il meno possibile le operazioni di pesca e, per quanto possibile, si astengano da ogni misura tale da pregiudicare la qualità delle catture a bordo. Lo Stato che effettua l'ispezione si accerta che il fermo e l'ispezione non siano condotti in modo da arrecare molestie al peschereccio.

11. Ai fini del presente articolo, si intende per infrazione grave:

a) pescare senza una licenza, autorizzazione,o permesso valido, rilasciato dallo Stato di bandiera in conformità al paragrafo 3, capoverso a) dell'articolo 18;
b) aver omesso di riportare con esattezza i dati relativi alle catture ed i dati connessi, come richiesto dall'organizzazione o intesa di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, oppure aver reso una dichiarazione grossolanamente inesatta sulle catture, trasgredendo alle regole stabilite dall'organizzazione o intesa in materia di dichiarazione delle catture;
c) praticare la pesca in un settore chiuso oltre i tempi di apertura, pescare fuori dai limiti del contingente fissato dall'organizzazione competente o intesa di gestione di peschiere sub-regionali o regionali o dopo aver raggiunto tale contingente;
d) sfruttare una razza che é oggetto di una moratoria o la cui pesca é vietata;
d) utilizzare attrezzature da pesca vietati;
f) falsificare o dissimulare le marcature, il nome o l'immatricolazione di un peschereccio ;
g) dissimulare, alterare o far scomparire gli elementi di prova relativi ad un'inchiesta;
h) commettere infrazioni multiple le quali, insieme, costituiscono un grave disconoscimento delle misure di conservazione e di gestione; oppure
i) commettere ogni altra infrazione eventualmente specificata nelle procedure stabilite dall'organizzazione o intesa di gestione di peschiere sub-regionali o regionali competente.

12. Nonostante le altre disposizioni del presente articolo lo Stato di bandiera può in ogni tempo prendere misure per adempiere agli obblighi che gli incombono ai sensi dell'articolo 19 nel caso di una presunta infrazione. Se la nave é sotto il controllo dello lo Stato che ha effettuato l'ispezione quest'ultimo la consegnerà allo Stato di bandiera su sua richiesta, informandolo in maniera esauriente dello svolgimento e dei risultati dell'inchiesta.

13. Il presente articolo non pregiudica il diritto dello Stato di bandiera di adottare misure e di intraprendere azioni legali per infliggere penalità secondo il suo diritto interno.

14.Il presente articolo si applica mutatis mutandis al fermo ed all'ispezione effettuata da uno Stato parte, membro di un'organizzazione o partecipante ad un'intesa di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, quando vi siano validi motivi per ritenere che un peschereccio battente la bandiera di un altro Stato parte ha praticato un'attività contraria alle misure di conservazione e di gestione del par. 1 nel settore dell'alto mare coperto da tale organizzazione o intesa, e che lo stesso peschereccio si sia introdotto,nella stessa spedizione di pesca, in un settore sottoposto alla giurisdizione nazionale dello Stato che procede all'ispezione.

15. Quando un'organizzazione o intesa di gestione di peschiere sub-regionali o regionali ha creato un meccanismo che adempie effettivamente all'obbligo imposto dal presente Accordo ai suoi membri o partecipanti, di rispettare le misure di conservazione e di gestione stabilite dall'organizzazione o intesa, i membri dell'organizzazione o i partecipanti all'intesa possono convenire di limitare a loro stessi l'applicazione del paragrafo 1 per quanto concerne le misure di conservazione e di gestione stabilite nel settore dell'alto mare in questione.

16. Le misure adottate da Stati diversi dallo Stato di bandiera contro navi che hanno praticato attività contrarie alle misure di conservazione e di gestione sub-regionali o regionali, devono essere commisurate alla gravità dell'infrazione.

17. Quando vi siano validi motivi di sospettare che un peschereccio situato in alto mare é apolide, qualsiasi Stato può fermare tale peschereccio ed ispezionarlo. Se gli elementi di prova lo giustificano, lo Stato può prendere misure appropriate in conformità con il diritto internazionale.

18. Gli Stati sono responsabili delle perdite o dei danni loro imputabili a seguito di una misura presa ai sensi del presente articolo quando tale misura sia illecita o vada al di là di quanto ragionevolmente necessario (sulla base delle informazioni disponibili) per l'applicazione delle norme del presente articolo.

Articolo 22
Procedure di base applicabili in caso di fermo e d'ispezione secondo l'articolo 21.

1. Lo Stato che procede all'ispezione si accerta che i suoi ispettori debitamente abilitati:

a) mostrino le loro qualifiche al capitano della nave ed esibiscano il testo delle misure di conservazione e di gestione pertinenti, o delle regole e dei regolamenti applicati nel settore dell'alto mare in questione per dare effetto a tali msiure;

b) informino lo Stato di bandiera al momento del fermo e dell'ispezione;

c) non impediscano al capitano della nave di comunicare con le autorità e lo Stato di bandiera durante il fermo e l'ispezione;

d) consegnino al capitano ed alle autorità dello Stato di bandiera una copia del rapporto sul fermo e l'ispezione, con l'inclusione di ogni obiezione o dichiarazione che il capitano desideri vedervi figurare;

e) lascino prontamente la nave dopo aver terminato l'ispezione se non rinvengono nessuna prova di infrazione grave;

f) evitino di fare uso della forza salvo quando e nella misura in cui sia necessaria per tutelare la loro sicurezza e nel caso in essi cui siano impediti dall'esercitare le loro funzioni. Il grado di forza di cui si fa uso non deve oltrepassare quanto ragionevolmente richiesto nella circostanza.

2. Gli ispettori debitamente abilitati di uno Stato che procede ad un'ispezione, hanno facoltà di ispezionare il peschereccio, la sua licenza, le sue attrezzature, i suoi equipaggiamenti, registri, impianti, pesci e prodotti di pesce trattati, nonché tutti i documenti pertinenti necessari per verificare il rispetto delle misure di conservazione e di gestione in questione.

3. Lo Stato di bandiera vigila affinché i capitani della nave:

a) autorizzino gli ispettori a salire a bordo e facilitino il loro imbarco in modo che questo avvenga rapidamente ed in condizioni di sicurezza;

b) cooperino all'ispezione dei pescherecci effettuata secondo la presente procedura e prestino assistenza a tal fine;

c) non impediscano agli ispettori di adempiere al loro mandato, non cerchino di intimidirli e non li intralcino nell'esercizio delle loro funzioni;

d) consentano agli ispettori di comunicare con le autorità dello Stato di bandiera e dello Stato che procede all'ispezione durante il fermo e l'ispezione;

e) offrano agli ispettori tutte le agevolazioni ragionevoli ivi compreso se del caso il vitto e l'alloggio;

f) agevolino lo sbarco degli ispettori in condizioni di sicurezza.

4. Se il capitano di una nave rifiuta di accettare il fermo e l'ispezione secondo il presente articolo e l'articolo 21, lo Stato di bandiera - salvo nei casi in cui secondo le regolamentazioni, procedure e prassi internazionali generalmente accettate relative alla sicurezza in mare, sia necessario differire il fermo e l'ispezione - ordina al capitano della nave di sottoporsi immediatamente al fermo o all'ispezione e se quest'ultimo non ottempera, sospende l'autorizzazione di pesca rilasciata al peschereccio al quale ordina di rientrare immediatamente in porto. Lo Stato di bandiera informa lo Stato che ha effettuato l'ispezione della misura adottata quando si verificano le circostanze di cui al presente paragrafo.

Articolo 23
Misure che lo Stato del porto deve adottare

1, Lo Stato del porto ha il diritto e l'obbligo di prendere misure secondo il diritto internazionale, per garantire l'efficacia delle misure sub-regionali, regionali e mondiali di conservazione e di gestione. Nell'adottare tali misure, lo Stato del porto non esercita alcuna discriminazione formale o de facto contro le navi di uno Stato chicchessia.

2. Lo Stato del porto può in particolare controllare i documenti, le attrezzature di pesca e le catture a bordo dei pescherecci quando questi ultimi si trovano volontariamente nei suoi porti o nei suoi impianti terminali al largo.

3. Gli Stati possono adottare regolamenti abilitanti le autorità nazionali competenti a vietare gli sbarchi ed i trasbordi quando sia stabilito che la cattura é stata effettuata in modo tale da pregiudicare l'efficacia delle misure di conservazione e di gestione regionali, sub-regionali o mondiali di conservazione e di gestione in alto mare.

4. Nessuna disposizione del presente articolo pregiudica l'esercizio, da parte degli Stati, della loro sovranità sui porti del loro territorio in conformità con il diritto internazionale.

PARTE VII

BISOGNI DEGLI STATI IN VIA DI SVILUPPO

Articolo 24
Riconoscimento dei particolari bisogni degli Stati in via di sviluppo.

1. Gli Stati riconoscono appieno i particolari bisogni degli Stati in via di sviluppo in materia di conservazione e di gestione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori, e di valorizzazione delle peschiere di tali razze. A tal fine, essi forniscono assistenza agli Stati in via di sviluppo sia direttamente sia tramite il Programma delle Nazioni Unite per lo sviluppo, l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura ed altre istituzioni specializzate, il Fondo per l'ambiente mondiale, la Commissione dello sviluppo sostenibile e gli altri organismi o organi internazionali e regionali competenti.

2. Nell'eseguire il loro obbligo di cooperare all'istituzione di misure di conservazione e di gestione per gli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e gli stocks di pesci grandi migratori, gli Stati tengono conto dei particolari bisogni degli Stati in via di sviluppo, in particolare:

a) della vulnerabilità degli Stati in via di sviluppo tributari dello sfruttamento delle risorse biologiche marine, in particolare per far fronte ai bisogni alimentari della loro popolazione o di parti della loro popolazione;

b) della necessità di evitare di nuocere alla pesca di sussistenza ed alle piccole pesche commerciali negli Stati in via di sviluppo e di garantire l'accesso a questi tipi di pesca, alle donne, ai pescatori al minuto ed alle popolazioni autoctone, soprattutto nei piccoli Stati insulari in via di sviluppo; e

c) del bisogno di fare in modo che tali misure non abbiano come risultato di far sostenere direttamente o indirettamente agli Stati in via di sviluppo una quota sproporzionata dello sforzo di conservazione.

Articolo 25
Forme di cooperazione con gli Stati in via di sviluppo

1. Gli Stati cooperano, sia direttamente, sia tramite organizzazioni sub-regionali, regionali o mondiali in vista di:

a) far sì che gli Stati in via di sviluppo, in particolare i meno avanzati ed i piccoli Stati insulari in via di sviluppo possano meglio conservare e gestire gli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e gli stocks di pesci grandi migrator e di valorizzare le loro peschiere nazionali per quanto concerne questi stocks ;

b) aiutare gli Stati in via di sviluppo, in particolare i meno avanzati, ed i piccoli Stati insulari in via di sviluppo a partecipare allo sfruttamento in alto mare di peschiere di questi stocks, facilitando loro l'accesso a queste peschiere,con riserva degli articoli 5 e 11;

c) di agevolare la partecipazione degli Stati in via di sviluppo alle organizzazioni ed intese di gestione di peschiere sub-regionali e regionali.

2. La cooperazione con gli Stati in via di sviluppo ai fini enunciati nel presente articolo potrà in particolare avere la forma di aiuto finanziario, di assistenza per la valorizzazione delle risorse dell'uomo, di assistenza tecnica, di trasferimento di tecnologie, anche mediante imprese associate, e di servizi di consultazione.

3. Questa assistenza verterà in maniera specifica, inter alia, sui seguenti settori:

a) miglioramento della conservazione e della gestione degli gli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e gli stocks di pesci grandi migratori mediante la raccolta, la pubblicazione, la verifica,lo scambio e l'analisi di dati e d'informazioni sulle peschiere, e di informazioni connesse;

b) valutazione degli stocks e ricerca scientifica; e

c) osservazione, controllo, sorveglianza, osservanza della regolamentazione e repressione delle infrazioni, compresa la formazione ed il rafforzamento delle capacità a livello locale, l'elaborazione ed il finanziamento di programmi di osservazione nazionali e regionali e l'accesso alle tecnologie ed ai materiali.

Articolo 26
Assistenza speciale ai fini dell'applicazione del presente Accordo

1. Gli Stati cooperano per costituire fondi di contributi speciali per aiutare gli Stati in via di sviluppo ad applicare il presente Accordo e in particolare aiutarli a sostenere il costo delle procedure di soluzione delle controversie di cui sono eventualmente parti.

2. Gli Stati e le organizzazioni internazionali dovrebbero aiutare gli Stati in via di sviluppo a creare nuove organizzazioni o nuove intese di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, ai fini della conservazione e della gestione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori, ovvero a rafforzare quelli già esistenti.

PARTE VIII
SOLUZIONE PACIFICA DELLE CONTROVERSIE

Articolo 27
Obbligo di risolvere le controversie con mezzi pacifici

Gli Stati hanno l'obbligo di risolvere le loro controversie per via negoziale, d'inchiesta, di mediazione, di conciliazione , di arbitrato,di soluzione giudiziaria, di ricorso ad organismi o accordi regionali o con altri mezzi pacifici di loro scelta.

Articolo 28
Prevenzione delle controversie

Gli Stati cooperano per prevenire le controversie. A tal fine,essi stabiliscono di comune accordo meccanismi decisionali rapidi ed efficaci in seno alle organizzazioni e intese di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, e rafforzano se del caso le procedure esistenti.

Articolo 29
Controversie inerenti a questioni tecniche

In caso di controversia inerente ad una questione tecnica, gli Stati interessati possono adire un gruppo di esperti ad hoc, da essi creato. Il gruppo di esperti s'intrattiene con gli Stati interessati e si sforza di risolvere rapidamente il litigio senza ricorrere a procedure obbligatorie di soluzione delle controversie.

Articolo 30
Procedure di soluzione delle controversie

1. Le norme relative alla soluzione delle controversie enunciate nella parte XV della Convenzione si applicano *mutatis mutandis*, ad ogni controversia tra gli Stati parti al presente Accordo, relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo, a prescindere dal fatto che tali Stati siano o meno parti della Convenzione.

2. Le norme relative alla soluzione delle controversie enunciate nella parte XV della Convenzione si applicano *mutatis mutandis*, ad ogni controversia tra gli Stati parti al presente Accordo, relativa all'interpretazione o all'applicazione di accordi sub-regionali, regionali o mondiali per la gestione di peschiere di stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e di stocks di pesci grandi migratori di cui tali Stati fanno parte, ivi compresa qualsiasi controversia relativa alla conservazione ed alla gestione di tali stocks, a prescindere se tali Stati sono o meno parti della Convenzione.

3. Ogni procedura accettata da uno Stato parte al presente Accordo ed alla Convenzione secondo l'articolo 287 della Convenzione é applicabile alla soluzione delle controversie di competenza della presente parte, a meno che, nel firmare o nel ratificare il presente Accordo o nell' aderirvi, o in qualsiasi altro successivo momento, lo Stato parte interessato non accetti

un'altra procedura in conformità con l'articolo 287 ai fini del regolamento delle controversie secondo la presente parte.

4. Nel firmare o ratificare il presente Accordo o aderirvi, o in qualsiasi altro successivo momento, ogni Stato parte del presente Accordo, e che non é parte della Convenzione, é libero di scegliere, con una dichiarazione scritta, uno o più dei mezzi previsti all'articolo 287 par. 1 della Convenzione, ai fini della soluzione delle controversie di competenza della presente parte. L'articolo 287 si applica a questa dichiarazione nonché ad ogni controversia di cui tale Stato é parte e che non é interessato da una dichiarazione in vigore. Ai fini della conciliazione e dell'arbitrato secondo gli annessi V, VII e VIII della Convenzione, tale Stato ha diritto di designare conciliatori, arbitri ed esperti da iscrivere sulla lista di cui all'articolo 2 dell'annesso V, all'articolo 2 dell'annesso VII ed all'articolo 2 dell'annesso VIII ai fini della soluzione delle controversie secondo la presente parte.

5. La Corte o il tribunale adito di una controversia secondo la presente parte applica le disposizioni pertinenti della Convenzione, del presente Accordo e di ogni accordo applicabile, sub-regionale, regionale o mondiale per la gestione delle peschiere, nonché le norme generalmente accettate in materia di conservazione e di gestione delle risorse biologiche marine e le altre regole del diritto internazionale non incompatibili con la Convenzione in vista di assicurare la conservazione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori.

Articolo 31
Misure cautelari

1. Nelle more dalla soluzione di una controversia secondo la presente parte, le parti alla controversia fanno tutto quanto è in loro potere per concludere intese provvisorie pratiche.

2. Fatto salvo l'articolo 290 della Convenzione, la Corte o il tribunale adito della controversia ai sensi della presente parte può stabilire ogni misura cautelare che riterrà opportuna nel caso di specie per tutelare i rispettivi diritti delle parti alla controversia o prevenire ogni danno alle razze in questione, nonché nei casi di cui all'articolo 7, paragrafo 5 e all'articolo 16 par.2.

3. Ogni Stato parte al presente Accordo che non é parte alla Convenzione può dichiarare che, nonostante l'articolo 290 par. 5 della Convenzione, il Tribunale internazionale del diritto del mare non ha il diritto di stabilire, modificare o rinviare misure cautelari senza il suo accordo.

Articolo 32
Limitazioni all'applicazione delle procedure di soluzione delle controversie.

L'articolo 297, par.3 della Convenzione si applica altresì al presente Accordo.

PARTE IX

STATI NON PARTI AL PRESENTE ACCORDO

Articolo 33
Stati non parti al presente Accordo

1. Gli Stati parti incoraggiano gli Stati che non sono parti al presente Accordo a divenirne parte e ad adottare leggi e regolamenti conformi alle disposizioni di detto Accordo.

2. Gli Stati parti, in conformità con il presente Accordo ed il diritto internazionale, adottano misure in vista di dissuadere le navi battenti la bandiera di Stati non parti dal praticare attività pregiudizievoli dell'applicazione effettiva del presente Accordo.

PARTE X
BUONA FEDE ED ABUSO DI DIRITTO

Articolo 34
Buona fede ed abuso di diritto

Gli Stati parti devono adempiere in buona fede agli obblighi che hanno assunto ai termini del presente Accordo ed esercitare i diritti riconosciuti nel presente Accordo in modi che non costituiscano un abuso del diritto.

PARTE XI

RESPONSABILITA

Articolo 35
Responsabilità

Gli Stati parti sono responsabili secondo il diritto internazionale delle perdite o dei danni loro imputabili per quanto riguarda il presente Accordo.

PARTE XII

CONFERENZA DI REVISIONE
E

Articolo 36
Conferenza di revisione

1. Quattro anni dopo la data di entrata in vigore del presente Accordo, il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite convocherà una conferenza in vista di valutare l'efficacia del presente Accordo per garantire la conservazione e la gestione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite inviterà alla conferenza tutti gli Stati partie e gli Stati ed enti che hanno il diritto di divenire parti al presente Accordo, nonché le organizzazioni intergovernative o non governative che hanno il diritto di partecipare in qualità di osservatori.

2. La conferenza esaminerà e valuterà in che misura le norme del presente Accordo sono state adeguatamente adattate e proporrà, se del caso, i mezzi per rafforzarne il contenuto nonché i metodi di applicazione per meglio trattare i problemi che potrebbero continuare a nuocere alla conservazione ed alla gestione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori.

PARTE XIII

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 37
Firma

Il presente Accordo é aperto alla firma di tutti gli Stati e degli altri enti di cui all'articolo primo, paragrafo 2, lettera b) e rimarrà aperto alla firma presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per dodici mesi a partire dal 4 dicembre 1995.

Articolo 38
Ratifica

Il presente Accordo é soggetto alla ratifica degli Stati e degli altri enti di cui all'articolo primo paragrafo 2, lettera b). Gli strumenti di ratifica sono depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 39
Adesione

Il presente Accordo rimane aperto all'adesione degli Stati e degli altri enti di cui all'articolo primo, paragrafo 2, lettera b). Gli strumenti di adesione sono depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 40
Entrata in vigore

1. Il presente Accordo entra in vigore 30 giorni dopo la data di deposito del trentesimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ciascuno Stato o ente che ratifica l'Accordo o vi aderisce dopo il deposito del trentesimo strumento di ratifica o di adesione, l'Accordo entra in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di deposito dello strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 41
Applicazione provvisoria

1. Il presente Accordo é applicato a titolo provvisorio da ogni Stato, o ente, che consente alla sua applicazione provvisoria ed indirizza a tal fine al depositario una notifica scritta. Tale applicazione provvisoria ha effetto a partire dalla data di ricevimento della notifica.

2. L'applicazione provvisoria da parte di uno Stato o ente termina alla data di entrata in vigore del presente Accordo nei confronti di questo Stato o ente, o quando tale Stato o ente notifica per iscritto al depositario il suo intento di porre fine all'applicazione provvisoria.

Articolo 42
Riserve ed eccezioni

Il presente Accordo non ammette né riserve né eccezioni.

Articolo 43
Dichiarazioni

L'articolo 42 non vieta ad uno Stato, od ente, nel momento in cui firma o ratifica il presente Accordo o vi aderisce, di fare qualsiasi dichiarazioni variamente formulata o denominata, volta ad armonizzare le sue leggi ed i suoi regolamenti con il presente Accordo, a condizione che tali dichiarazioni non mirino ad escludere o a modificare l'effetto giuridico delle norme del presente Accordo nella loro applicazione a tale Stato o ente.

Articolo 44
Relazioni con altri accordi

1. Il presente Accordo non modifica in alcun modo i diritti e gli obblighi degli Stati parti derivanti da altri accordi compatibili con lo stesso, e che non pregiudicano né il godimento degli altri Stati parti dei diritti che derivano loro dal presente Accordo, né l'esecuzione degli obblighi derivanti dallo stesso Accordo nei loro confronti.

2. Due o più Stati parti possono concludere accordi che modificano o sospendono l'attuazione delle disposizioni del presente Accordo e che si applicano unicamente alle loro reciproche relazioni, a condizione che tali accordi non vertano su una disposizione del presente Accordo la cui inosservanza sarebbe incompatibile con la realizzazione del suo obiettivo e del suo fine, ed a condizione inoltre che tali accordi non pregiudichino l'applicazione dei principi fondamentali enunciati nel presente Accordo e non ledano né il godimento, da parte di altri Stati parti, dei diritti che derivano loro dal presente Accordo, né l'esecuzione degli obblighi derivanti loro dallo stesso Accordo.

3. Gli Stati parti che intendono concludere un accordo di cui al paragrafo 2, notificano agli altri Stati parti, attraverso il depositario dell'Accordo, il loro intento di concludere l'accordo nonché le modifiche o la sospensione dell'applicazione delle norme del presente Accordo che ciò comporterebbe.

Articolo 45
Emendamento

1. Ogni Stato parte mediante una comunicazione scritta indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, può proporre degli emendamenti al presente Accordo e chiedere la convocazione di una Conferenza incaricata di esaminarli. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite trasmette questa comunicazione a tutti gli Stati parti. Se almeno la metà degli Stati parti risponde favorevolmente alla richiesta , il Segretario generale convoca la Conferenza entro sei mesi dalla data di trasmissione della comunicazione,

2. la Conferenza di emendamento convocata in applicazione del paragrafo 1, salvo se decide diversamente, applica la procedrua per l'adozione di decisioni adottata dalla Conferenza delle Nazioni Unite per gli gli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e gli stocks di pesci grandi migratori . Essa non dovrà lesinare alcun sforzo per raggiungere, mediante consenso,un accordo sugli emendamenti , e non vi dovranno essere votazioni riguardo agli emendamenti fino a quando tutti gli sforzi volti ad ottenere un accordo non siano stati esaurientemente espletati.

3. Dopo essere stati adottati, gli emendamenti al presente Accordo sono aperti alla firma degli Stati parti alla Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York per un periodo di dodici mesi a decorrere dalla data della loro adozione, a meno che gli stessi ememdamenti non dispongano diversamente.

4. Gli articoli 38,39, 47 e 50 si applicano a tutti gli emendamenti al presente Accordo.

5. Per gli Stati parti che li hanno ratificati o vi hanno aderito, gli emendamenti al presente Accordo entrano in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di deposito degli strumenti di ratifica o di adesione di due terzi degli Stati parti. In seguito,per ciascun Stato parte che ha ratificato un emendamento o che vi ha aderito dopo la data di deposito del numero previsto di strumenti, tale emendamento entra in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di deposito dello strumento di ratifica o di adesione dello Stato parte.

6. Un emendamento può prevedere che la sua entrata in vigore richieda un numero di ratifiche o di adesioni meno elevato o più elevato di quello richiesto dal presente articolo.

7. Ogni Stato che diviene parte al presente Accordo dopo l'entrata in vigore di emendamenti secondo il paragrafo 5, é considerato, qaundo non abbia espresso un diverso proposito, come essendo:

a) parte al presente Accordo, cosi' come emendato; e
b) parte all'Accordo non emendato per quanto riguarda ogni Stato parte che non é vincolato da questi emendamenti.

Articolo 46
Recesso

1. Uno Stato parte può recedere dal presente Accordo indirizzando una notifica scritta al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, indicando i motivi del recesso. Il fatto di non indicare i motivi non pregiudica la validità del recesso. Quest'ultimo ha effetto un anno dopo la data di ricevimento della notifica, a meno che la notifica stessa non stabilisca una data successiva.

2. Il recesso non pregiudica in alcun modo il dovere di ogni Stato parte di soddisfare qualsiasi obbligo stabilito nel presente Accordo cui sarebbe tenuto ai sensi del diritto internazionale, indipendentemente da detto Accordo.

Articolo 47
Partecipazione di organizzazioni internazionali

1. Quando un'organizzazione internazionale di cui all'articolo primo dell'annesso IX della Convenzione non ha competenza per l'insieme delle materie regolate dal presente Accordo, l'annesso IX della Convenzione si applica *mutatis mutandis* alla partecipazione di tale organizzazione internazionale al presente Accordo; tuttavia non sono applicabili le norme di tale Annesso di seguito elencate:

a) Articolo 2, prima fase; e
b) Articolo 3, par. 1.

2. Quando un'organizzazione internazionale di cui all'articolo primo dell'annesso IX della Convenzione ha competenza per l'insieme delle materie regolate dal presente Accordo, le seguenti norme si applicano alla sua partecipazione al presente Accordo:

a) Al momento della firma o dell'adesione, detta organizzazione internazionale fa una dichiarazione volta ad indicare:

   i) che ha competenza per l'insieme delle materie disciplinate dal presente Accordo;
   ii) che, di conseguenza, i suoi Stati membri non diverranno Stati parti, salvo per quanto riguarda i territori di questi Stati per i quali essa non esercita alcuna responsabilità; e
   iii) Che accetta i diritti e gli obblighi che il presente Accordo impone agli Stati;

b) La partecipazione dell'organizzazione internazionale non conferisce in nessun caso qualsivoglia diritto agli Stati membri di tale organizzazione ai sensi del presente Accordo;

c) In caso di conflitto tra gli obblighi che incombono ad una organizzazione internazionale ai sensi del presente Accordo ed quelli che gli incombono ai sensi dell'accordo istitutivo di tale organizzazione o di ogni altro atto connesso , prevalgono gli obblighi derivanti dal presente Accordo.

Articolo 48
Annessi

1. Gli annessi sono parte integrante del presente Accordo e salvo disposizione contraria ed espressa, un riferimento al presente Accordo rinvia ai suoi Annessi, ed un riferimento ad una parte del presente Accordo rinvia anche agli annessi che vi si riferiscono.

2. Gli annessi possono essere riveduti periodicamente dagli Stati parti. Tali revisioni si basano su considerazioni scientifiche e tecniche. Nonostante le disposizioni dell'articolo 45, se una revisione ad un annesso é adottata mediante consenso in una riunione degli Stati parti, essa sarà incorporata al presente Accordo ed avrà effetto a partire dalla data della sua adozione o della data che vi é indicata. Se una revisione ad un annesso non viene adottata per consenso in tale riunione, si applicheranno le procedure di emendamento enunciate all'articolo 45.

Articolo 49
Depositario

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite é Depositario del presente Accordo e degli emendamenti o delle revisioni che vi si riferiscono.

Articolo 50
Testi facenti fede

I testi arabo, cinese, francese, inglese, russo e spagnolo del presente Accordo fanno ugualmente fede.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti Plenipotenziari, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Accordo.

APERTO ALLA FIRMA a New York il quattro dicembre millenovecentonovantacinque in un unico esemplare in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola.

ANNESSO I
NORME RICHIESTE PER LA RACCOLTA E LA MESSA IN COMUNE DEI DATI

Articolo primo
Principi generali

1. La raccolta, la compilazione e l'analisi dei dati in tempo opportuno é essenziale per la conservazione e la gestione efficace degli stocks i cui spostamenti si effettuano sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori. A tal fine sono necessari i dati provenienti dalle peschiere di questi stocks situati in alto mare e nelle zone sottoposte alla giurisdizione nazionale; tali dati dovrebbero essere raccolti e compilati in modo tale che sia possibile procedere ad un'analisi statistica utile ai fini della conservazione e della gestione delle risorse ittiche. Tali dati incorporano statistiche sulle catture ed il pescato , nonché altre informazioni inerenti alle peschiere come dati esatti sui pescherecci ed altri dati utili per la normalizzazione dello sforzo di pesca. I dati raccolti dovrebbero comportare anche delle informazioni sulle specie non previste e sulle specie affini o dipendenti. Tutti i dati vanno verificati in modo da garantirne l'esattezza. La riservatezza dei dati non aggregati va tutelata. La divulgazione di questi dati é sottoposta alle stesse condizioni di quelle legate alla loro comunicazione.

2. Gli Stati in via di sviluppo ricevono un' assistenza in materia di formazione, nonché finanziaria e tecnica, per sviluppare le loro capacità nel settore della conservazione e della gestione delle risorse biologiche marine. L'assistenza deve essere incentrata sul rafforzamento delle capacità in vista della realizzazione di programmi di raccolta e di verifica dei dati, di programmi di osservazione, di progetti di analisi dei dati e di progetti di ricerca per la valutazione degli stocks .

Dovrebbe essere incoraggiata la partecipazione più ampia possibile di esperti scientifici e di responsabili della conservazione e della gestione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori provenienti da Stati in via di sviluppo.

Articolo 2
Principi volti a regolamentare la raccolta, la compilazione e lo scambio di dati

I seguenti principi generali dovranno essere presi in considerazione per stabilire i parametri per la raccolta , la compilazione e lo scambio di dati provenienti da operazioni di pesca di stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e di stocks di pesci grandi migratori :

a) Gli Stati vigilano affinché si raccolgano nei pescherecci battenti la loro bandiera, dati inerenti alle attività di pesca corrispondenti alle caratteristiche operative di ciascun metodo di pesca (ad esempio ciascun numero di barche per la pesca alla sciabica, ciascun ancoraggio per la pesca con il palamite e la paranza scorrevole, ciascun banco sfruttato per la pesca con la canna e ciascuna giornata di pesca per la pesca al traino) sufficientemente dettagliate per agevolare una precisa valutazione degli stocks i cui spostamenti avvengono sia all'interno sia al di là delle zone economiche esclusive e degli stocks di pesci grandi migratori;

b) Gli Stati si accertano che il sistema applicato per verificare l'esattezza dei dati relativi alle peschiere sia appropriato;

c) Gli Stati raccolgono informazioni relative alle peschiere ed altri dati scientifici pertinenti e li presentano tempestivamente e nella forma convenuta all'organizzazione competente o intesa sub-regionale o regionale di gestione delle peschiere qualora esista. In mancanza di tale organizzazione o intesa, gli Stati partecipano ad uno scambio di dati - sia direttamente sia tramite gli altri meccanismi di cooperazione eventualmente da loro stessi stabiliti;

d) Gli Stati convengono, nell'ambito delle organizzazioni o intese di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, o in base ad altre modalità, del tipo di dati da fornire e della loro forma di presentazione, in conformità con il presemte annesso ed in considerazione della natura degli stocks e delle modalità sfruttamento nella regione. Tali organizzazioni o intese dovranno sollecitare gli Stati, o gli enti non membri o non partecipanti a fornire dati sulle attività di pesca pertinenti delle navi battenti la loro bandiera;

e) Le organizzazioni o le intese raccolgono i dati e li comunicano tempestivamente e nella forma convenuta a tutti gli Stati interessati secondo le modalità o condizioni che hanno stabilito;

f) Gli esperti scientifici dello Stato di bandiera e dell'organizzazione o intesa di gestione delle peschiere sub-regionali o regionali competenti analizzano i dati, separatamente o di comune accordo a seconda di come convenga.

Articolo 3
Dati di base relativi alle peschiere

1. Gli Stati riuniscono e mettono a disposizione dell'organizzazione competente o intesa di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, i tipi di dati di seguito elencati, in maniera sufficientemente dettagliata per agevolare una precisa valutazione degli stocks secondo procedure stabilite di comune accordo:

a) serie cronologiche relative alle catture ed al pescato, per ogni peschiera e per ogni flottiglia:

b) quantitativi pescati in numero o in peso nominale, o entrambi, per ogni specie (specie previste e non previste), secondo come convenga per ciascuna peschiera. [L'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura definisce il peso nominale come l'equivalente, in peso vivo, degli sbarchi];

c) quantitativi rigettati - ivi compresi i dati preventivi se necessario - in numero o in peso nominale per specie, a seconda di come convenga per ciascuna peschiera;
d) statistiche relative al pescato, come più opportuno per ciascun metodo di pesca;
e) Luogo della pesca, data ed ora delle catture ed altre statistiche relative alle operazioni di pesca a seconda di come convenga.

2. Gli Stati devono anche raccogliere, se del caso, e mettere a disposizione dell'organizzazione competente o dell'intesa di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, informazioni complementari utili per la valutazione delle razze,in particolare:

a) la composizione delle catture (dimensioni, peso e sesso)
b) altri dati biologici utili per la valutazione degli stocks (età, crescita, ricostituzione, ripartizione, identità degli stocks ecc.);
c) altri studi pertinenti (studi sull'abbondanza degli stocks, studi sulla biomassa, studi idroacustici, studi sui fattori ecologici che influenzano l'abbondanza degli stocks e studi oceanografici ed ecologici ecc.)

Articolo 4
Informazioni relative ai pescherecci

1, Gli Stati dovranno raccogliere i tipi di dati elencati in appresso, relativi ai pescherecci, per normalizzare la composizione delle flotte e la capacità di pesca e convertire le differenti misure del pescato ai fini dell'analisi dei dati relativi alle catture ed al pescato:

a) identità, bandiera e porto d'immatricolazione del peschereccio;
b) tipo del peschereccio;
c) Caratteristiche del peschereccio: materiale di costruzione, data di costruzione, lunghezza registrata, stazza lorda, potenza dei principali motori, capacità di carico, metodi di stoccaggio della catture ecc.)
d) descrizione delle attrezzature di pesca (tipo, caratteristiche, qauntità ecc.)

2. Lo Stato di bandiera raccoglie le seguenti informazioni:

a) strumenti di navigazione e di posizionamento;
b)materiale di comunicazione e prefisso radiofonico internazionale;
c) organico dell'equipaggio.

Articolo 5
Comunicazione di dati

Ogni Stato deve accertarsi che i pescherecci battenti la sua bandiera comunichino alla sua amministrazione nazionale per la pesca e, qualora convenuto , all'organizzazione competente o intesa di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, i dati registrati nel libro di bordo concernanti le catture e il pescato, ivi compresi i dati relativi alle operazioni di pesca d'altura, ad intervalli sufficientemente ravvicinati in conformità con la regolamentazione nazionale e gli obblighi regionali e internazionali. Tali dati saranno comunicati, se del caso, via radio, telex, telefax o collegamento satellite, o con altri mezzi.

Articolo 6
Verifica dei dati

Gli Stati o se del caso le organizzazioni o intese di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, dovranno prevedere dei meccanismi per verificare i dati relativi alle peschiere, come ad esempio:

a) verifica della posizione per mezzo di sistemi di monitoraggio dei pescherecci;
b) programmi di osservazione scientifica per controllare le catture, il pescato, la composizione delle catture (specie previste e non previste) ed altri aspetti delle operazioni di pesca;
c) rapporti richiesti alle navi sulle loro campagne, gli sbarchi ed i trasbordi; e
d) verifica mediante un sondaggio in banchina.

Articolo 7
Scambio di dati

1. I dati raccolti dagli Stati di bandiera devono essere messi a disposizione degli altri Stati di bandiera e degli Stati costieri interessati, tramite le organizzazioni competenti o intese di gestione di peschiere sub-regionali o regionali. Tali organizzazioni o intese raccolgono i dati che comunicheranno temepstivamente e nella forma convenuta, a tutti gli Stati interessati,secondo le modalità e condizioni stabilite pur preservando la riservatezza dei dati non aggregati; per quanto possibile si dovranno mettere a punto sistemi di gestione delle banche dati che consentano di accedere agevolmente alle stesse.

2. A livello mondiale la raccolta e la divulgazione dei dati dovrebbe aver luogo tramite l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazioen e l'agricoltura (FAO). Qualora non esistano organizzazioni o intese di gestione di peschiere sub-regionali o regionali, la FAO potrebbe anche incaricarsi della raccolta e della divulgazione di dati a livello sub-regionale o regioanle con l'accordo degli Stati interessati.

ANNESSO II

DIRETTIVE PER L'APPLICAZIONE DI PUNTI DI RIFERIMENTO PRUDENZIALI AI FINI DELLA CONSERVAZIONE E DELLA GESTIONE DEGLI STOCKS I CUI SPOSTAMENTI SI EFFETTUANO SIA ALL'INTERNO SIA AL DI LA DELLE ZONE ECONOMICHE ESCLUSIVE E DEGLI STOCKS DI PESCI GRANDI MIGRATORI.

1. Si considera punto di riferimento prudenziale un valore di stima ottenuto con un metodo scientifico convenuto, indicativo dello stato della risorsa e della peschiera e che può servire da guida ai fini della gestione delle peschiere.

2. Due tipi di punti di riferimento prudenziali dovrebbero essere utilizzati: i punti di riferimento ai fini della conservazione o punti critici, ed i punti di riferimento ai fini della gestione o punti bersaglio. I punti critici stabiliscono dei limiti destinati a mantenere la gestione ad un livello biologicamente sicuro che consenta di ottenere il rendimento massimo costante . I punti di riferimento bersaglio mirano a conseguire gli obiettivi in materia di gestione.

3. Per ogni stock dovrebbero essere fissati punti di riferimento prudenziali in funzione, in particolare, della capacità di riproduzione e di ricostituzione della razza in oggetto e delle caratteristiche del suo sfruttamento, nonché di altre cause di mortalità e di fattori d'incertezza importanti.

4. Le strategie di gestione mirano a mantenere o a ristabilire le razze di specie sfruttate e se del caso quelle delle specie affini o dipendenti, a livelli compatibili con i punti di riferimento prudenziali preliminarmente stabiliti. Tali punti di riferimento fanno scattare misure di conservazione e di gestione preliminarmente stabilite di comune accordo. Le strategie di gestione includono anche le misure da applicare quando i punti di riferimento prudenziali stanno per essere raggiunti.

5. Le strategie di gestione delle peschiere fanno in modo che il rischio di sorpasso dei punti di riferimento critici sia minimo. Se una razza cala, o rischia di calare al di sotto di un punto di riferimento critico, dovranno essere adottate misure di conservazione e di gestione per aiutare la sua ricostituzione. Le strategie di gestione delle peschiere fanno in modo che i punti di riferimento bersaglio non siano in media superati.

6. Quando i dati necessari per determinare i punti di riferimento per una peschiera mancano o sono insufficienti, si fissano dei punti di riferimento provvisori, che potranno essere definiti per analogia a stocks più conosciuti paragonabili. In questi casi, le attività di osservazione della peschiera saranno rafforzate ed i punti di riferimento provvisori saranno riveduti mano a mano che dati supplementari sono disponibili.

7. Il tasso di mortalità dovuto alla pesca che consente di assicurare il rendimento massimo costante è considerato come criterio minimo per i punti di riferimento critici. Per gli stocks che non sono sfruttati in eccesso, le strategie di gestione delle peschiere fanno in modo che la mortalità dovuta alla pesca non superi quella che corrisponde al rendimento massimo costante, e che la biomassa non scenda al di sotto di una soglia prefissata. Per gli stocks sfruttati in eccesso, l'obiettivo per la ricostituzione é costituito dal rendimento massimo costante.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2377):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 21 aprile 1997.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 27 maggio 1997, con parere delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 8ª, 9ª, 13ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª Commissione il 25 giugno 1997.

Relazione scritta annunciata il 15 luglio 1997 (atto n. 2377/A - relatore sen. BOCO).

Esaminato in aula ed approvato il 29 luglio 1997.

Camera dei deputati (atto n. 4072):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 15 settembre 1997, con pareri delle commissioni I, II, V, VIII, IX e XIII.

Esaminato dalla III commissione il 1° ottobre 1998.

Relazione scritta annunciata il 30 novembre 1998 (atto n. 4072/A - relatore on. LECCESE).

Esaminato in aula il 30 novembre 1998 e approvato il 1° dicembre 1998.

99G0038

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(2651334/1) Roma Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.